

INPRECOR

Numéro 206 du 4 novembre 1985 - 12FF - 85FB - 4FS



CHINE

Les effets sociaux de la réforme économique

Sommaire du numéro 206 du 4 novembre 1985

3	BELGIQUE	La polarisation électorale se renforce	Alain TONDEUR
4	—	La campagne du Parti ouvrier socialiste	Frank SLEGERS
6	SUEDE	Erosion de l'électorat du parti social-démocrate	Tom GUSTAFSSON
9	DOSSIER CHINE	Les effets sociaux de la réforme économique	Roland LEW
14	—	Le mouvement démocratique chinois de 1978 à 1981	LI SI
17	GRENADE	Tentative de mise au pas des syndicats ; interview d'un dirigeant syndical grenadien	Propos recueillis par <i>Free Grenada</i>
20	MEXIQUE	Une « démocratie » sous haute surveillance	Edgardo SANCHEZ RAMIREZ
26		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		GRECE : Terrorisme ou terrorisme d'Etat ? EQUATEUR : Les options unitaires du MRT. GRANDE-BRETAGNE : Confirmation du glissement à droite du Parti travailliste.	
28	PEROU	Solidarité avec la lutte des travailleurs de Moraveco	« INPRECOR »

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom '-----'

Numéro et Rue '-----'

Commune '-----'

Code Postal '-----' Pays '-----'

Réabonnement

Abonnement

La polarisation électorale se renforce

Victoire des partis bourgeois gouvernementaux et progression du PS

A LA surprise quasi générale, le gouvernement de droite dirigé par le démocrate-chrétien Wilfried Martens et par le libéral Jean Gol, ne sort pas battu mais renforcé des élections du 13 octobre. Les quatre partis de la coalition gouvernementale (1) progressent ensemble de 2,2 % et de 2 sièges. A gauche, le Parti socialiste (PS) et le Parti socialiste flamand (SP) (2) progressent ensemble de 3,3 % nationalement et de 6 sièges. Entre ces deux grands blocs, toutes les formations politiques traditionnelles ont été écrasées par la pression pour le vote utile.

Alain TONDEUR

La bourgeoisie n'a pas subi de défaite le 13 octobre. Le PVV a subi un grave recul, mais les autres partis de la coalition se sont tous renforcés. En Flandre, ce renforcement a surtout lieu au détriment de la Volksunie, laquelle perd plus de 100 000 voix. En Wallonie, le PRL mange un gros morceau de l'UDRT tandis que le PSC ramasse aussi une partie de son électorat. A Bruxelles, le FDF est en chute libre et l'électorat bourgeois de ce parti va au PSC et au PRL, mieux à même de défendre ses intérêts de classe. C'est surtout l'axe PSC-CVP qui sort renforcé de ce scrutin, le succès du PRL étant assombri par la râclée qu'a subi le PVV.

UNE DÉFAITE MORALE DU PS-SP

Les partis majoritaires de la classe ouvrière, le PS et le SP, se renforcent également. Le PS progresse de 3,2 % en Wallonie et de 2,7 % à Bruxelles, mais le système électoral — notamment la diminution du nombre de sièges à pourvoir dans certains arrondissements — fait que sa représentation parlementaire demeure inchangée. Le SP, par contre, en progressant de 3,2 %, gagne 6 sièges à la Chambre. Pour le PS et le SP, ces résultats représentent une défaite morale. Leurs dirigeants, Guy Spitaels et Karl Van Miert, avaient promis aux travailleurs de chasser le gouvernement Martens-Gol et il s'avère aujourd'hui qu'ils en ont été incapables. Cela provoque sans aucun doute l'amertume et le désarroi dans les entreprises, surtout parmi les militants de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), qui ont répondu à l'appel du bureau national de leur confédération en faisant campagne pour le PS-SP. Pour le PS, le résultat est encore tempéré par le fait que beaucoup de ses voix proviennent du mouvement wallon, en totale déconfiture.

Même si le CVP et le PSC n'ont réoccupé qu'une partie du terrain qu'ils avaient perdu en 1981, le gouvernement

Les pertes ont été essentiellement enregistrées par les formations communautaires, telles que l'Union du peuple flamand (Volksunie) et le Bloc flamand en Flandre, et le Front démocratique des francophones (FDF) et le Rassemblement wallon (RW), qui ont toutes enregistré une baisse. Ceci est vrai aussi pour la formation populiste de droite, l'Union démocratique pour le respect du travail (UDRT). Les deux listes écologistes, quant à elles, ont augmenté leurs scores. Ci-dessous, nous allons évaluer les résultats de ces élections et en déduire les conséquences pour le mouvement ouvrier.

Martens-Gol peut se féliciter que la coalition gouvernementale soit majoritaire partout. Non seulement au Parlement national et en Flandre, mais aussi, et c'est nouveau, dans la partie francophone du pays. Ici aussi, la stratégie suivie par le PS et par la direction de l'interrégionale wallonne de la FGTB a fait faillite. Malgré un certain progrès du PS, on est plus éloigné que jamais de la fameuse « majorité progressiste wallone », qui suscita tellement d'espoirs chez de nombreux syndicalistes.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE MOUVEMENT OUVRIER ?

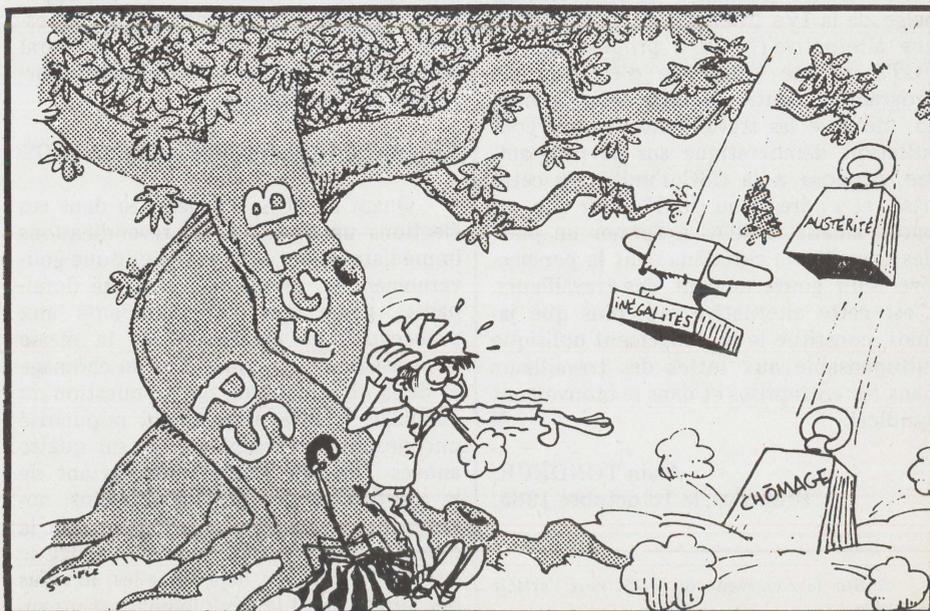
A quoi les travailleurs, les militants syndicaux doivent-ils s'attendre dans les prochaines années ? Pour répondre à cette question, le point de départ ne doit pas être l'impression de déception face au maintien de la majorité de droite, mais une appréciation réaliste des rapports de forces politiques entre les classes. Il n'y a

pas eu, le 13 octobre, un raz-de-marée électoral de droite. Il y a eu, au sein du camp bourgeois, un glissement de voix en faveur du PSC-CVP et du PRL. Il y a eu, parallèlement, une reprise en main de l'aile liée au Mouvement ouvrier chrétien (MOC) et à la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). Ce sont ces deux mouvements combinés qui ont permis à la majorité sortante de se maintenir, malgré le progrès du PS et du SP.

1. Les quatre partis de la coalition gouvernementale sont le Parti social chrétien (PSC) et son homologue flamand, le CVP, de tendance démocrate-chrétienne, et le Parti réformateur libéral (PRL) francophone et son équivalent flamand, le PVV.

2. A l'image de tous les partis traditionnels en Belgique, le Parti socialiste s'est scindé en deux partis complètement indépendants en 1978, suivant le clivage entre les deux principales communautés du pays, les Flamands néerlandophones et les Wallons francophones.

Dessin d'un tract de l'interrégionale wallonne de la FGTB et symbolisant les points d'accord entre le PS et la FGTB. (DR)



De ce constat découlent deux conclusions très importantes. Premièrement, les travailleurs doivent évidemment s'attendre à ce que la politique d'austérité continue. Mais cette politique continuera sous une forme quelque peu modifiée. D'une part, il y a une tendance générale de la part de la bourgeoisie européenne vers une certaine relance de la demande intérieure, afin d'amortir les effets de la récession économique attendue pour 1986. D'autre part, il s'agira pour la bourgeoisie d'agir avec prudence pour éviter que le PS-SP soient forcés de passer à l'action avec la FGFB, et surtout pour éviter que PS et FGFB soient rejoints dans l'action par la CSC et le MOC, selon un scénario rappelant les « grèves des vendredis » sous le gouvernement de Léo Tindemans, en 1977. Ces préoccupations trouvent leur reflet dans le programme du CVP et le mémorandum de la CSC pour le futur gouvernement. Et grâce au renforcement du CVP-PSC dans la coalition, les moyens politiques pour les appliquer existent. Mais, parallèlement à l'action « prudente » du gouvernement, le patronat poursuivra son grand dessein, celui d'affaiblir les organisations syndicales et accroître la division entre travailleurs par tous les moyens possibles. La FGFB sera dans le collimateur. Il faudra donc lutter et construire l'unité des travailleurs dans les luttes.

Deuxièmement, plus que jamais, l'enjeu, si l'on veut ouvrir la voie d'une alternative, est la rupture politique des travailleurs chrétiens avec le PSC-CVP. Cette rupture nécessite une politique adéquate de la part du mouvement ouvrier socialiste (FGFB et PS-SP). Dans cette dernière campagne électorale, la direction de la FGFB nationale et la direction de l'inter-régionale wallonne de la FGFB ont soutenu la politique du PS-SP, qui consistait à essayer d'affaiblir le CVP-PSC pour être capable de former avec lui un gouvernement de coalition, au nom du « moindre mal ». Cette politique s'est soldée par un échec. Ce n'est pas ainsi qu'on réussira à séparer les travailleurs chrétiens du PSC-CVP. Tout au long de la campagne électorale et dans les mois qui ont précédé, le Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IV^e Internationale, a proposé une alternative (3). Il a proposé que la FGFB prenne l'initiative d'élaborer un programme contre la crise et le chômage, mobilise les travailleurs par une consultation démocratique sur ce programme, propose à la CSC l'unité sur cette base, et s'adresse au PS-SP pour que ces partis aident le MOC à former un parti des travailleurs chrétiens dans la perspective d'un gouvernement des travailleurs. C'est cette alternative qui, plus que jamais, constitue le prolongement politique indispensable aux luttes des travailleurs dans les entreprises et dans le mouvement syndical. ■

Alain TONDEUR,
Bruxelles, le 18 octobre 1985.

La campagne électorale du Parti ouvrier socialiste

AUX élections législatives du 13 octobre 1985, le POS a pour la première fois présenté des listes partout dans le pays. Ceci reflète le renforcement de l'implantation du parti, mais aussi sa volonté politique de faire s'exprimer sur le plan électoral un courant dans la classe ouvrière qui refuse la politique d'austérité et de militarisation menée par le gouvernement Martens-Gol tout en dénonçant l'absence d'alternative du côté des réformistes du PS-SP. Il s'agissait de donner une expression politique aux fortes mobilisations contre l'austérité et la militarisation qui, malgré leur ampleur, n'ont pas abouti à des victoires.

Frank SLEGERS

Le point fort des luttes des travailleurs contre l'austérité de ces dernières années, la grève générale du secteur public en septembre 1983, a été étouffée par les directions syndicales (1). Et malgré la force du mouvement contre les missiles qui s'est exprimé dans une série de mobilisations de masse, les 16 premiers missiles Cruise ont été installés sur le territoire belge en mars 1985. La direction du CSC, liée aux deux partis démocrates-chrétiens qui sont au gouvernement, a systématiquement cassé des luttes. Quant à la confédération liée au PS-SP, la FGFB, elle a refusé de mener le combat jusqu'au bout. Sans alternative face à la politique d'austérité, plutôt que d'unifier les luttes pour chasser le gouvernement de droite, elle a préféré attendre les élections pour permettre au PS-SP de revenir au gouvernement en alliance avec cette même droite.

Si le PS et le SP ont été tous les deux absents des luttes, il faut quand même noter une différence entre ces deux partis. Le SP flamand, plus faible que le PS francophone, a pris sur certaines questions une position plus ferme. Notamment, il exige un renvoi immédiat et inconditionnel des missiles Cruise, faisant de cette question une condition de sa participation éventuelle au gouvernement. Il espère ainsi gonfler son poids électoral afin de s'imposer par la suite comme partenaire gouvernemental.

LES AXES DE LA CAMPAGNE DU POS

Quant au POS, il a défendu dans ces élections un ensemble de revendications immédiates pour contrer la politique gouvernementale. Deux axes ont été dominants, parce que correspondants aux préoccupations principales de la masse des travailleurs ; les questions du chômage et de la militarisation. Sur la question du chômage, le POS a largement popularisé une proposition visant à créer sur quatre années 700 000 emplois, en partant de la satisfaction des besoins humains, notamment en matière de logement. Sur la question des missiles, le POS a exigé le renvoi des missiles déjà installés, le refus des autres, dont le déploiement est prévu,

et le retrait de la Belgique de l'OTAN. Pour sortir de la crise capitaliste, le POS a défendu la nécessité d'exproprier les banques et les holdings, c'est-à-dire de casser le pouvoir économique du grand patronat pour jeter les bases d'un véritable pouvoir des travailleurs.

La campagne du POS a également été centrée sur la nécessité de chasser le gouvernement de droite, à la différence des campagnes des autres partis de gauche. Mais chasser ce gouvernement pour le remplacer par quoi ? La perspective du PS-SP de revenir au gouvernement en coalition avec la droite était partagée par la direction de la FGFB et probablement par une partie de celle de la CSC, mise à mal par la politique du gouvernement actuel. Face à cela, le POS a proposé une alternative, celle d'un gouvernement des travailleurs appuyé sur un front commun syndical entre les confédérations socialistes et chrétiennes.

La précondition pour qu'une telle perspective se réalise serait une rupture des syndicats chrétiens avec les partis démocrates-chrétiens et la constitution d'un parti des travailleurs chrétiens. Un courant très fort dans le mouvement ouvrier chrétien est déjà convaincu de la nécessité d'un tel parti. Une participation des deux partis socialistes, investis de lourdes responsabilités en tant que partis majoritaires dans la classe ouvrière, à une coalition avec les partis bourgeois démocrates-chrétiens, serait un coup de poignard dans le dos de ces travailleurs chrétiens qui sont prêts à rompre avec la démocratie-chrétienne. D'ailleurs, une telle coalition des PS et SP avec la droite n'apporterait rien aux travailleurs.

DES LISTES PARTOUT

La campagne du POS a connu une dynamique sans précédent. Cela est lié à la fois à la cohésion politique accrue du parti, au progrès de son enracinement dans la classe ouvrière et à son intervention dans les luttes qui se sont déroulées ces dernières années contre le gouverne-

3. Sur la campagne du POS, voir l'article ci-contre.

1. Voir *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983.

ment Martens-Gol. Mais si la dynamique de la campagne a dépassé largement les prévisions, c'est aussi qu'elle a répondu aux préoccupations majeures de la masse des travailleurs aujourd'hui.

Le POS a déposé des listes dans les trente arrondissements (circonscriptions électorales, ndlr.) du pays, pour la Chambre et pour le Sénat. A Bruxelles et en Wallonie, toutes les listes étaient complètes. Des syndicalistes qui avaient été à l'avant-garde des luttes ont été bien représentés sur les listes du POS, la moitié de ses candidats étant des syndicalistes actifs, parmi eux des militants qui ne sont pas membres du parti mais qui ont souhaité se présenter sur ses listes. Ces listes reflètent le développement de l'intervention du POS. Pour la première fois, dix cheminots y sont présentés. La liste à Liège reflète l'engagement du POS dans la lutte du personnel de la ville contre la politique d'austérité qui les a particulièrement frappés, avec la complicité de la municipalité dirigée par une coalition PS-écologistes. Des camarades de tous les secteurs du personnel communal se sont présentés sur les listes du POS à Liège.

Les listes du POS ont été le reflet du rôle premier que joue le parti depuis des années dans les luttes des femmes. 40 % des candidats du POS étaient des femmes. Dans toute une série d'arrondissements, la tête de liste du POS était une femme, notamment dans les deux villes les plus importantes de Flandres, Anvers et Gand. Sur les listes du POS figuraient aussi vingt militants qui jouent un rôle très actif dans le mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale.

LE DÉBAT POLITIQUE DANS LA FGTB

Dans la partie francophone du pays, il y a eu une véritable percée du POS dans les médias. En plus du matériel central de campagne, une série de tracts visaient des secteurs précis de la classe ouvrière, et au lieu d'organiser de grands meetings centraux, le POS a opté pour des réunions plus petites par entreprise ou par secteur syndical, dans lesquelles ses candidats expliquaient les propositions de leur parti.

Deux événements de portée considérable se sont produits à l'approche des



Ida Dequeecker, tête de liste du POS à Anvers. (DR)

élections, à savoir d'une part la signature d'un accord électoral entre l'interrégionale wallonne de la FGTB et le PS, d'autre part un appel de cette confédération au niveau national pour un vote massif en faveur des PS et SP. Depuis des dizaines d'années un tel événement n'avait pas eu lieu.

Mais dans le syndicat, ces initiatives de la direction, prises sans la moindre consultation de la base, ne sont pas passées comme une lettre à la poste. Les syndicats des deux entreprises de la construction métallurgique les plus importantes de Charleroi, les ACEC et Caterpillar, s'y opposaient, tandis que dans la centrale des métallurgistes à Liège la direction syndicale n'a pas osé demander un vote dans le comité provincial après le débat sur l'accord. Partout dans les services publics, l'opposition à cette initiative de la direction syndicale a été forte, notamment dans les secteurs banques et assurances à Bruxelles, qui sont les plus importants des syndicats d'employés de la FGTB.

Ceci a une portée considérable. La politique a fait son entrée dans le syndicat socialiste. Les directions elles-mêmes ont brisé le mur érigé entre action syndicale et action politique. Le POS n'a pas réagi par rapport à cette situation par un appel à l'apolitisme syndical. Au contraire, il s'est adressé aux syndicalistes pour qu'ils s'arment d'une véritable alternative anticapitaliste et d'une autre perspective politique que celle proposée par les directions syndicales, c'est-à-dire qu'ils se battent pour un gouvernement des travailleurs. C'est ce que les militants syndicaux du POS, souvent candidats sur ses listes, ont défendu dans les assemblées syndicales et c'est ce qu'une délégation de son bureau politique a défendu après la conclusion de ces accords au cours des entretiens avec le président national de la FGTB ainsi qu'avec le secrétaire de son interrégionale wallonne. ■

Frank SLEGGERS,
Bruxelles, le 12 octobre 1985.

Les résultats de l'extrême gauche

Nous présentons ci-dessous un tableau donnant les résultats des trois listes qui se situent à gauche de la social-démocratie. Il s'agit de celles présentées par le Parti communiste de Belgique (PCB), le Parti du travail de Belgique (PTB) et le Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la IV^e Internationale).

En ce qui concerne le PCB, les résultats marquent une étape supplémentaire du déclin historique de ce parti. En effet, le PCB perd la moitié de ses suffrages par rapport aux dernières élections législatives de 1981, et se retrouve pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale sans aucun député. Quant au PTB, formation d'origine pro-chinoise, il maintient son score de 1981 mais avec des modifications significatives de son audience électorale dans les trois régions du pays (la Flandre, la Wallonie et Bruxelles). Il échoue, et de loin, dans l'objectif qu'il s'était fixé, de faire élire un député à Anvers.

Les résultats du POS sont plutôt décevants par rapport à l'écho qu'avait rencontré la campagne du parti (voir l'article ci-contre). Si nos camarades gagnent 2 000 voix par rapport à leur score de 1981, cela s'explique essentiellement par le fait qu'ils ont présenté des candidats dans les trente arrondissements électoraux du pays, contre vingt seulement en 1981. Dans ces vingt arrondissements, ses résultats sont inégaux. Le POS augmente son score dans dix d'entre eux et chute dans les dix autres. Ce qu'il faut souligner, c'est le fait que le POS se renforce dans les trois grands centres industriels de la Wallonie, à Charleroi, Liège et Mons. En revanche, toutes les formations de gauche ont perdu des voix à Bruxelles, où des listes d'extrême droite ont fait 4,4 %. Enfin, on verra que le score du POS révèle une perte de 11 000 voix par rapport aux élections européennes de 1984. Il faut voir là sans doute la conséquence de la pression du vote utile à des élections où se pose directement la question du gouvernement.

Partis	Chambre total Belgique	Ch. Flandre	Ch. Wallonie	Ch. Bruxelles	Sénat
POS 85	14 003	8 233	4 731	1 039	16 810
POS 84	25 931	14 051	8 040	3 840	
POS 81	12 352	7 110	3 717	1 525	
Diff. 85-81	1 651	1 123	1 014	- 486	
PTB 85	45 685	36 457	7 574	1 654	45 387
PTB 84	43 637	28 447	10 464	4 726	
PTB 81	45 804	40 446	2 955	2 403	
PCB 85	71 703	16 173	46 910	8 620	70 954
PCB 84	87 346	22 874	53 831	10 641	
PCB 81	138 978	42 265	80 040	16 673	

Erosion de l'électorat du Parti social-démocrate

Un bilan de la politique gouvernementale d'Olof Palme

SEUl parti social-démocrate au pouvoir en Europe du nord, le Parti social-démocrate des travailleurs (SAP) s'est trouvé confronté aux élections législatives du 15 septembre 1985. Pour la première fois depuis longtemps, un gouvernement réformiste a dû défendre devant son électorat, dans un des bastions de la social-démocratie européenne, un record d'austérité, de rationalisation capitaliste et de réduction des dépenses sociales. La Suède a d'ailleurs toujours constitué un certain modèle de capitalisme, celui de l'Etat-providence, c'est-à-dire la prétendue troisième voie social-démocrate entre le capitalisme et le modèle « socialiste » des pays de l'Est. Ces élections ont donc attiré l'attention à l'étranger, en tant que test de la capacité du pays capitaliste « le plus responsable socialement » de résister aux tempêtes de la crise économique mondiale.

Malgré une baisse continue du niveau de vie de la grande majorité des Suédois depuis le retour au pouvoir du Premier ministre social-démocrate Olof Palme, après les élections législatives de 1982, le SAP a réussi à remporter une victoire de justesse, le 15 septembre dernier. Cependant, les sociaux-démocrates ont perdu 7 sièges, pour se retrouver avec 159 élus

Tom GUSTAFSSON

Le fait qu'ils aient réussi à se maintenir de justesse au pouvoir n'a pas empêché les sociaux-démocrates de fêter ce qu'ils ont présenté comme une grande victoire, pour eux-mêmes et pour l'Etat-providence. Ils ont mené campagne avec le mot d'ordre « La Suède est sur le bon chemin », en défendant le bilan de leur gouvernement depuis 1982. Mais certaines couches de travailleurs, surtout les travailleurs qui ne touchent que de bas salaires et ceux qui sont occupés dans les services sociaux, ont vécu très amèrement ces trois ans. Pour eux, l'idée que la Suède était sur le bon chemin a été plutôt dure à avaler.

Cela étant, on peut se demander pourquoi les pertes du SAP sont restées relativement limitées. D'abord, il faut tenir compte du fait que, pour l'instant, la crise ne se fait pas ressentir trop durement. Quant au taux officiel du chômage, il n'est que de 3 % bien qu'il soit en réalité de 6 à 7 %, si on comptabilise les travailleurs en stades de reconversion. Donc, on n'assiste pas encore à une mise en cause importante de la crédibilité des sociaux-démocrates. D'ailleurs, au cours de la campagne électorale, ceux-ci ont pu soigner leur image réformiste en s'attaquant aux conservateurs et en les accusant de vouloir liquider totalement l'Etat-providence.

En plus, il faut se rappeler que ces élections sont survenues après trois ans de prospérité économique relative, au cours desquels la Suède a profité de façon importante d'une augmentation de ses exportations,

en particulier vers les Etats-Unis. Mais cette conjoncture ne va pas durer, et l'économie suédoise abordera une récession dans les conditions les plus défavorables depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le taux de chômage, bien que réduit par rapport aux niveaux existant dans d'autres pays d'Europe, reste élevé dans le contexte suédois, et les sociaux-démocrates seront obligés d'opérer des réductions de plus en plus importantes des dépenses réservées aux services sociaux et au service public en général. Là-dessus, ils ont clairement proclamé leurs intentions, tout en conservant le silence sur les moyens à utiliser, mais ils vont certainement s'attaquer à de nombreux acquis des travailleurs obtenus au cours de ces dernières décennies.

SOCIAUX-DÉMOCRATES ET EUROCOMMUNISTES

Le type de campagne qui a été menée par les sociaux-démocrates pour ces élections peut fonctionner comme un boomerang, à l'avenir. L'écart entre leurs paroles électorales et les mesures qu'ils devront prendre risque fort de porter atteinte à leur crédibilité, surtout parmi les travailleurs peu payés et les chômeurs. On peut déjà percevoir les premiers signes d'une baisse de la crédibilité du SAP, en constatant l'écart entre leur score dans les élections législatives et les résultats des élections municipales qui ont eu lieu en même temps. En ce qui concerne les législatives, ils n'ont perdu que 50 000 voix dans tout le pays, mais leur perte de voix dans les élections municipales a été beau-

sur les 349 que compte le Parlement. Comme en 1982, ils ne peuvent donc former un gouvernement qu'avec l'appui du Parti de la gauche communiste (VPK), de tendance eurocommuniste, qui se retrouve avec 19 sièges au lieu de 20 avant les élections. Le bloc SAP-VPK détient donc 178 sièges contre 171 pour les trois partis de l'opposition de droite.

A la gauche de la gauche traditionnelle, la seule campagne d'envergure nationale a été celle animée par le Parti socialiste (SP, section suédoise de la IVe Internationale). Le SP, qui a obtenu quatre fois plus de voix qu'aux élections de 1982, a fait élire son premier conseiller municipal et a enregistré des scores supérieurs à 1 % dans plusieurs centres industriels importants.

A droite, il y a eu une modification significative des rapports de forces entre les partis bourgeois. Le grand perdant a été le plus important des partis de droite, le Rassemblement modéré, conservateur, qui est tombé de 86 à 76 sièges, perdant ainsi la majorité au sein du bloc bourgeois. Le Parti du centre a également connu un important revers, passant de 56 à 44 sièges, tandis que le Parti libéral augmentait de façon significative sa représentation au Parlement, en passant de 21 à 51 sièges.

Le coup plus importante, surtout dans les quartiers ouvriers, les zones industrielles et les quartiers à forte concentration immigrée (les immigrés ont le droit de vote aux élections municipales, mais pas aux législatives, ndlr.) Un autre indice est constitué par le taux d'abstention. Traditionnellement, le taux de participation aux élections est très élevé en Suède, autour des 90 %, et il est resté assez élevé cette fois-ci, mais il y a quand même eu une baisse globale de 1,5 %, qui a été beaucoup plus importante dans les quartiers ouvriers et immigrés.

Les eurocommunistes du VPK tentent, en Suède comme ailleurs, d'occuper le terrain réformiste de gauche laissé vide par l'évolution à droite de la social-démocratie. Le VPK aurait dû être bien placé pour attirer les voix des électeurs sociaux-démocrates qui critiquent la politique du gouvernement Palme. C'est effectivement ce qui avait été prévu par les sondages avant les élections. Mais pour progresser ainsi aux dépens de la social-démocratie, il aurait fallu que le VPK mène une campagne dirigée contre la droite, contre l'austérité, en défense des services sociaux, et qu'il lie tout cela à des critiques précises de la politique menée par Palme depuis trois ans et de ses conséquences telles que la montée du chômage, la baisse du niveau de vie (surtout après la dévaluation de 16 % de la couronne suédoise en octobre 1982). Ils auraient pu renforcer leur électorat en critiquant la politique social-démocrate sur la question de l'immigration, des réfugiés politiques, de l'environnement. Mais ils ne l'ont pas fait.

L'orientation centrale du VPK con-

siste à essayer de jouer le rôle de force de pression de gauche sur le gouvernement. Or, il faut constater que ces derniers temps cette politique a été d'une efficacité très limitée. Le parti a été amené à soutenir une série de mesures d'austérité après avoir obtenu des concessions vraiment minimes de la part des sociaux-démocrates. Il a été obligé d'abandonner certaines de ses revendications principales, telles que l'exigence que soient abolies des taxes indirectes sur les denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité.

Le VPK est donc sorti des élections en perdant 0,3 % des voix par rapport à 1982, dans une situation où il aurait pu obtenir des gains. Le centre de gravité du parti se déplace de plus en plus vers sa fraction parlementaire. Paradoxalement, le fait que l'existence d'un gouvernement de gauche dépende de lui place le VPK dans une situation très difficile. Si les eurocommunistes ne votent pas pour les propositions du SAP, ce sont les partis de droite qui deviennent majoritaires. Les sociaux-démocrates ont donc la possibilité de faire du chantage. Si le VPK ne plie pas, il s'expose à l'accusation classique des sociaux-démocrates, celle d'être un parti d'« agitateurs » et de « stalinien ». Cette accusation a suffisamment de résonance au sein de la classe ouvrière pour que la direction du VPK réfléchisse sérieusement avant de se permettre d'assumer une telle position.

Il existe pourtant des éléments qui, au sein du VPK, s'opposent à la politique de concessions au gouvernement. Déjà à la fin 1982, le président de la section du parti dans la ville industrielle de Skara avait quitté le VPK, avec une douzaine de militants, pour adhérer au SP. On peut prévoir une augmentation des tensions à l'intérieur du VPK, pas forcément dans l'immédiat, mais au fur et à mesure que l'orientation de la direction du parti se concrétisera.

LA RECOMPOSITION DE LA DROITE

Du côté des partis bourgeois, le phénomène principal des élections a été le renforcement de la position des libéraux aux dépens des deux autres partis. On peut y voir là le reflet d'une certaine hésitation de la part des forces politiques bourgeoises face à la perspective d'une attaque frontale contre les acquis des travailleurs. Il y a deux éléments d'explication à la percée des libéraux. Le premier se trouve dans le type de campagne qui a été mené par les conservateurs, très agressive, largement inspirée par les exemples de Reagan et de Thatcher. Autour de Ulf Adelsohn, les jeunes loups du parti ont fait leurs premières armes au cours de cette campagne. Cette nouvelle génération de dirigeants conservateurs, connue sous le nom de « blanc-becs », fait preuve de plus d'enthousiasme que de maturité politique. Elle veut mener l'offensive autour de ces idées, mais elle manque d'expérience dans l'action politique.

Les « blanc-becs » ont donc mené une campagne qui allait trop loin pour



« C'en est assez des cadeaux aux patrons », clame cette affiche électorale du SP. (DR)

une partie importante de leur électorat. Ils exigeaient des réductions drastiques des dépenses sociales pour les crèches, pour l'aide aux citoyens du troisième âge, pour la santé, les allocations-chômage, etc. Ces propositions ont constitué l'axe principal de leur campagne, liées à une politique fiscale qui favorisait très clairement les couches les plus aisées aux dépens des pauvres. De plus, les « blanc-becs » ont tenté d'introduire un style de campagne à l'américaine, proche du show-business, ce qui allait contre les traditions du pays. Par exemple, l'un de leurs dirigeants eut l'idée d'aller prendre un bain dans le réservoir d'une centrale nucléaire, ce qui choqua la bonne bourgeoisie suédoise. Le même dirigeant fit des déclarations radicales sur la question de l'immigration, exigeant que le gouvernement fasse pression sur les autorités de la RDA, pays par lequel transitent nombre de réfugiés iraniens, irakiens et turcs avant d'arriver en Suède.

Ce style agressif a été très mal perçu par la base traditionnelle des conservateurs, qui est constituée par les couches moyennes, les membres des professions libérales, telles que les professeurs et les enseignants, ainsi que parmi certains secteurs d'ouvriers qualifiés bien payés. Cette campagne des conservateurs répondait aux aspirations de certaines couches vraiment réactionnaires parmi la jeunesse, qui ont rejoint le parti, mais elle s'est heurtée à la résistance de sa base traditionnelle, ce qui a permis aux libéraux de mordre sur une frange importante de l'électorat des conservateurs.

De leur côté, les libéraux se sont présentés comme les défenseurs à la fois de l'économie de marché et de la responsabilité individuelle. Tout en défendant les piliers essentiels de l'Etat-providence, ils ont déclaré que des réductions des dépenses sociales étaient nécessaires. En fait, si l'on regarde bien la politique qu'ils défendent au Parlement et dans les municipa-

lités, ils vont aussi loin que les conservateurs, mais en cultivant une image plus modérée que ceux-ci. En plus, ils ont l'avantage d'avoir, en la personne de Bengt Westberg, un dirigeant relativement jeune et qui n'est pas sali par les scandales qui ont éclaboussé d'autres hommes politiques suédois.

L'autre grand perdant de ces élections a été le Parti du centre, de Torbjørn Faeldin, qui fut Premier ministre de 1976 à 1978 et de 1979 à 1982. Ce parti avait progressé dans les années 1970, parce qu'il était perçu comme une sorte de parti « vert » bourgeois, à cause de son opposition apparente à l'énergie nucléaire. Cette image a été beaucoup ternie lors de son passage au gouvernement et avec les orientations qu'il a dû appliquer sur les questions de l'environnement.

Au cours de ces élections, on a assisté à une petite percée d'un parti vert, qui a obtenu des scores significatifs dans un certain nombre d'endroits, mais cela ne représente qu'un aspect d'un mécontentement croissant envers les partis traditionnels et d'une recherche d'alternatives. Un vide commence à se manifester à la gauche des partis traditionnels. Certaines couches de syndicalistes et de jeunes, qui sont écœurés par la politique du gouvernement social-démocrate, commencent à se poser des questions et à chercher des solutions nouvelles. Il faut s'attendre à un développement plus important de ce phénomène et à une montée des tensions entre les directions et la base des partis ouvriers réformistes. Mais, pour une partie d'entre eux, ces gens ne se considèrent pas simplement comme étant à la gauche des partis traditionnels. Il existe, surtout parmi les jeunes, un sentiment de rejet de la politique traditionnelle. Ils ne se situent pas forcément dans le cadre de l'éventail gauche-droite, mais ils sont ouverts à des propositions alternatives.

Ce mécontentement a trouvé différentes formes d'expression. Il existe maintenant un phénomène qu'il faut considérer avec attention, à savoir que dans 52 municipalités, il n'y a pas de majorité, ni pour les partis ouvriers ni pour la droite, les sièges restants étant détenus soit par des groupes affiliés au parti vert au niveau national, soit par des regroupements locaux. Il est vrai que les Verts ont obtenu 1,5 % aux élections législatives contre 1,9 % en 1982. Mais, dans ce type d'élection, il y a une forte pression pour le vote utile, puisqu'il faut dépasser le seuil des 4 % pour avoir des élus. Cette pression est pourtant beaucoup moins forte pour les élections municipales, et c'est là que les Verts ont pu canaliser un courant consistant de ce mécontentement.

LA CAMPAGNE DES RÉVOLUTIONNAIRES

C'est dans cette situation de mécontentement croissant vis-à-vis de la gauche officielle qu'il devient possible pour les révolutionnaires, même dans un pays aussi riche et stable que la Suède, de trouver une audience parmi des secteurs restreints mais significatifs de la classe ou-

rière, à la condition, bien sûr, qu'ils se montrent capables de lier leurs propositions aux préoccupations des travailleurs qui se détournent des partis réformistes. Dans ces élections, la seule alternative au plan national, à la gauche des partis réformistes, fut celle animée par le SP. Toutes les autres formations de gauche, depuis les maoïstes droitiers ou ultra-gauches jusqu'à la scission pro-Moscou du VPK, le Parti communiste ouvrier (AKP), ne se sont pas présentées. L'AKP avait d'abord décidé de participer aux élections, mais il retira sa liste à la dernière minute.

Les médias ont passé sous silence la campagne du SP, qui n'a pas eu le droit ne serait-ce qu'à une seconde d'antenne à la télévision nationale, ni du reste à la radio nationale ou à la radio locale de Stockholm, ni à une seule ligne dans la grande presse bourgeoise et social-démocrate. Dans ces conditions, le score des révolutionnaires peut être considéré comme bon. Ils ont obtenu 16 200 voix aux élections législatives et quelques milliers de plus aux élections municipales, ce qui représente moins de 1 %, mais c'est quatre fois plus qu'en 1982. Ils ont obtenu leur premier conseiller municipal dans la ville industrielle de Köping, à l'ouest de Stockholm, et ont manqué de peu d'avoir des élus dans plusieurs villes industrielles importantes, par exemple dans la ville minière de Kiruna dans le nord du pays et à Borlänge, Umea et Nacka, près de Stockholm.

Le SP a obtenu 2 % des voix à Köping, 1,5 % des voix à Orebro, 1 % à Göteborg (deuxième ville du pays et principal centre industriel) et à Stockholm. Par ailleurs, les voix provenaient presque exclusivement des quartiers ouvriers et immigrés, endroits où, dans une série de villes, il a obtenu des scores allant de 4 à 6 %. Dans les quartiers étudiants, les révolutionnaires ont souffert du vote tactique des gens, c'est-à-dire que les personnes considérées ont voté pour eux au niveau local mais ont voté utile au niveau national, en général pour le VPK. Mais ce phénomène a été beaucoup plus limité dans les quartiers ouvriers. Les travailleurs qui avaient décidé de voter pour le SP l'ont généralement fait aux deux niveaux.

La campagne des révolutionnaires a été centrée sur une opposition complète à la politique d'austérité et sur la défense des groupes les plus désavantagés, c'est-à-dire les immigrés, les réfugiés et les jeunes sans emploi ni toit. La campagne a aussi insisté sur les questions internationales telles que celles concernant la Pologne, l'Amérique centrale et l'Afrique du Sud. Le SP a joué un rôle très actif dans l'organisation des Métallurgistes contre l'apartheid (voir la page « Solidarité anti-apartheid » dans *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985).

Le mot d'ordre de la campagne était « Les travailleurs et la jeunesse protestent lors des élections de 1985 ». De sérieux efforts ont été faits en direction d'autres organisations d'extrême gauche, d'organisations d'immigrés, etc., pour que la campagne soit aussi unitaire que possible.

L'organisation de jeunesse indépendante « Benny » a participé à la campagne, comme l'ont également fait deux organisations d'immigrés. Des militants inorganisés ont été invités à participer aux listes, et là où un travail sérieux a été fait dans ce sens, les résultats ont été positifs. Le SP a donc essayé de mener une campagne unitaire et non sectaire, dont le parti constituait la colonne vertébrale, mais qui était largement ouverte à d'autres forces qui étaient d'accord sur la nécessité de construire une alternative aux réformistes.

Cette campagne a représenté un important pas en avant, à la fois vers la mise en place d'une alternative ouvrière à la politique des partis réformistes et pour la construction du SP. A l'avenir, le phénomène du vote tactique ne jouera pas contre les révolutionnaires de la même façon qu'auparavant. Le bon résultat obtenu par le SP lui permettra de peser plus fermement sur les formations de gauche qui n'ont pas participé aux élections. Il va falloir continuer le débat avec eux.

UNE NOUVELLE SITUATION POUR LE SP

En ce qui concerne le SP lui-même, des possibilités nouvelles s'ouvrent à lui aujourd'hui. Il lui faut, pour cela, apparaître comme un courant capable d'impulser des actions unitaires sur les questions politiques décisives tout en servant à la fois d'étincelle pour lancer ces actions et force pour les relayer par des campagnes de longue haleine. La situation en Suède est différente de celle qui existe dans certains autres pays où, comme au Danemark, il existe une série de formations à la gauche de la social-démocratie. Cela donne une importance accrue au rôle du SP, qui doit développer une politique de front unique en direction du SAP et du VPK, mais en sachant qu'il devra constituer l'axe de la plupart des actions qu'il impulsera. Il faut éviter le danger sectaire tout en comprenant l'importance du rôle du SP.

Dans cette nouvelle situation, la direction du SP a adopté une série de mesures pour renforcer le parti et lui permettre de profiter des possibilités qui se présentent. Il a été décidé de mettre en place une structure pour accueillir les sympathisants du parti, ceux qui le soutiennent politiquement et financièrement. Ceux-ci seront invités à participer aux activités principales du parti, sans pour autant s'investir de la même manière que les militants. Un objectif a été fixé, celui de réunir 500 sympathisants dans cette structure, et cela avant le prochain congrès du parti, au printemps 1986.

Le SP a pour perspective de créer de nouvelles sections dans une dizaine de villes, à la suite de cette campagne électorale, et aussi de développer son activité dans des quartiers où il a obtenu des scores importants mais où il est encore absent. A Stockholm, le parti va se donner les moyens de mieux apparaître publiquement, grâce à sa librairie et à une série de réunions ouvertes où des travailleurs auront la possibilité de venir discuter avec des

militants. Plus généralement, le SP va tenter de changer de style et de ton, en ouvrant plus largement la discussion dans son hebdomadaire, *Internationalen*, et dans d'autres publications, c'est-à-dire qu'il va faire des efforts pour adapter ses débats actuellement internes aux milliers de gens qui se tournent vers lui et les faire participer à ces débats. Toutes ces mesures se concrétisent dans une campagne de recrutement sur le mot d'ordre « Notre parti est le vôtre, adhérez maintenant ! ».

Des efforts particuliers vont être entrepris en direction des jeunes et des femmes. Le SP comprend l'importance de compter dans ses rangs des militants plus âgés, d'abord parce que cela montre que le parti n'est pas une organisation éphémère et ensuite parce que, surtout dans les entreprises, il est important de pouvoir compter sur des militants ayant 40 ou 50 ans, expérimentés et respectés par les travailleurs. Cependant, dans la mesure où l'âge moyen des militants augmente chaque année, il faut faire un effort particulier pour recruter des jeunes. C'est la raison pour laquelle le SP aidera les Jeunesses socialistes, organisation de jeunes en solidarité politique avec le parti, dans son activité concernant le racisme, l'austérité, le logement, le chômage, l'organisation de nouvelles couches de jeunes.

Le pourcentage de femmes est important parmi les sympathisants du parti, peut-être même majoritaire, mais le parti lui-même n'est composé que pour un tiers de femmes, et la proportion diminue dans les directions. Ce phénomène nécessite des mesures adéquates pour favoriser l'intégration des femmes. De plus, étant donné les effets particulièrement durs de la crise sur les femmes, le parti va s'investir davantage dans des campagnes en défense des revendications des femmes. Par exemple, il est engagé dans des luttes contre les pratiques discriminatoires à l'embauche, notamment par la société minière LKAB et la société sidérurgique Sandvik. La campagne centrale pour la réduction de la semaine de travail comprend des aspects spécifiques à l'intention des femmes, notamment ceux qui ont trait à la bataille contre le travail à temps partiel des femmes, pour le droit à de vrais emplois, contre les tentatives de refouler les femmes dans les foyers et contre la réduction des dépenses destinées aux crèches.

La direction et les militants du SP sont conscients du fait qu'il existe aujourd'hui des possibilités de construction du parti que personne d'entre eux n'a connues depuis l'apparition du courant marxiste-révolutionnaire en Suède à la fin des années 1960. C'est pour répondre à ce défi qu'ils multiplient actuellement les initiatives pour renforcer leur organisation et augmenter ses capacités d'intervention dans la lutte des classes. ■

Tom GUSTAFSSON,
Stockholm, le 16 octobre 1985.



Les effets sociaux de la réforme économique

LE plenum du comité central du Parti communiste chinois (PCC) d'octobre 1984 a décidé d'introduire de façon plus résolue dans la vie urbaine et industrielle du pays le processus de réforme économique initié en fin 1978 (1). Si la réforme économique a d'abord touché le monde paysan et transformé profondément la vie du village avec la décollectivisation des campagnes, c'est maintenant au tour des groupes sociaux à la ville d'entrer dans un processus de transformation.

La réforme économique concerne d'abord un changement des modalités de la vie économique et partant de la vie sociale.

Roland LEW

La nécessité de réformer les économies du type dit du « socialisme réel » se fait sentir un peu partout. Mais la réforme chinoise ne serait pas ce qu'elle est avec sa radicalité des transformations des campagnes, ses hésitations et retards dans les modifications industrielles, sans le legs maoïste. Le moins que l'on puisse dire est que l'héritage révèle un lourd passif. Ce passif est d'abord intrinsèque à toute économie de ce type. C'est une banalité de dire aujourd'hui que la Chine maoïste était — et est encore — de manière très caractéristique une économie de type soviétique. Mais il n'y a pas si longtemps, ce fut une grande surprise pour les observateurs occidentaux de constater ce fait, tant l'insistance était grande alors sur l'originalité maoïste. Le bilan de l'après-Mao Zedong replace la Chine dans le lot commun des économies « socialistes » avec leurs avantages et leurs problèmes. Si les avantages sont frappants au début avec une croissance rapide, les difficultés deviennent progressivement l'aspect majeur de la vie économique : économie de commande, rigide planification centralisatrice.

Dans le cas chinois, c'est une économie qui est menacée d'asphyxie. Pour aller vite, et ne donner qu'une indication, on peut noter que s'il fallait au premier plan quinquennal 1,68 yuan pour augmenter d'un yuan le revenu national, il en faut 2,74 pour le cinquième plan en cours (1982-1986). L'industrie lourde est envahissante : elle représentait 41 % du Produit intérieur brut (PIB) en 1978 contre 27,8 % en 1952. Le système économique est si étanche que les différents secteurs économiques ne peuvent communiquer entre eux que par le haut. C'est alors le centre de direction de l'économie qui régent les moindres aspects de la vie économique. Tous ceci appelle à de profondes réformes.

Il ne s'agit pas pour autant de nier le poids du maoïsme et son originalité propre. Mais si le maoïsme a eu des effets

Mais les rythmes, délais, inflexions, bifurcations, qui marquent sa mise en œuvre doivent beaucoup aux pressions plus ou moins sourdes des divers groupes sociaux concernés. Le décalage dans le temps entre la réforme à la campagne et à la ville s'explique par la différence d'attitude, d'attente, de crainte et de résistance des deux mondes, urbains et villageois (2).

Dans l'article qui suit nous présenterons dans un premier temps les grands traits et les étapes de la réforme économique, pour analyser dans un deuxième temps les enjeux de cette réforme pour la classe ouvrière.

divers et souvent perturbateurs sur la vie économique, il n'y a pas imposé une marque originale sur les modalités de fonctionnement du système. C'est ainsi, par exemple, que le maoïsme issu d'une révolution menée par des paysans et dans les campagnes, n'a pas donné à la paysannerie et à l'agriculture une place de faveur dans le développement économique. La campagne, où habite 80 % de la population, est au contraire la grande délaissée du développement économique durant la période maoïste. La collectivisation rapide en 1955-1956 a enserré le monde paysan dans un réseau contraignant afin qu'elle apporte une contribution importante à l'accumulation industrielle rapide. Peu motivées, les campagnes sont en fait assez stagnantes.

Le paysage urbain est beaucoup plus mouvant. C'est dans les villes en effet que le régime cherche ses nouveaux alliés. La classe ouvrière, peu nombreuse au début, est en pleine expansion du fait de l'industrialisation et devient l'allié privilégié. Cette classe ouvrière répond positivement aux sollicitations dans la mesure où elle reçoit d'incontestables avantages en retour : amélioration de sa condition de vie, sécurité du travail, et même, dans les premiers temps du régime, accès à une réelle promotion sociale (3).

Lorsque Mao meurt en septembre 1976, le bilan apparaît globalement négatif

pour les populations. Les successeurs du grand Timonier font face à une société pleine de tensions, dans laquelle aux maux habituels d'une société encadrée de manière rigide au plan économique et social, s'ajoute le poids des tentatives désordonnées faites pour remédier à cette situation. Une réforme économique s'impose donc. Mais quelle réforme et par quelles étapes ?

Si les transformations sont nécessaires, les moyens pour y parvenir sont incertains pour les nouveaux dirigeants de l'après-maoïsme. Si immédiatement après la mort de Mao, la presse est remplie d'articles sur les changements à apporter à la vie économique, il faudra en fait attendre encore deux années pour que des solutions commencent à être apportées. Ce sont les deux années qu'il a fallu pour qu'un certain consensus se dégage dans l'équipe dirigeante. Deng Xiaoping se dégagea du lot et commença à écarter Hua Guofeng le dauphin (auto ?) proclamé de Mao Zedong. Commence alors un trajectoire sinueuse de réformes balisée par deux importants plenums : le troisième plenum du onzième congrès du PCC de décembre 1978 qui lance le processus et le troisième plenum du douzième congrès du PCC d'octobre 1984, qui relance la réforme et l'étend de façon systématique au cœur des villes et du système industriel. Pour suivre le mouvement zigzagant des

1. Les différentes mesures prévues par la nouvelle réforme économique chinoise étaient ainsi présentées dans *Le Monde* du 13 octobre 1984 : changement des relations entre les entreprises et l'Etat, celles-ci n'ayant plus à restituer tout leur profit à l'Etat en échange d'une dotation annuelle en argent et étant désormais assujetties à un impôt au-delà duquel elles disposent librement du reliquat ; réforme du plan comprenant une réduction des secteurs soumis à la planification directe ; réforme du système commercial ; réforme du système de l'emploi par la libéralisation du recrutement du personnel et la différenciation des statuts des travailleurs ; réforme du statut des intellectuels et cadres par l'attribution de responsabilités accrues aux directeurs d'entreprises et une logique d'accroissement de l'éventail des salaires ; instauration dans les entre-

prises d'un système de responsabilité similaire aux contrats dans l'agriculture, « les unités de base "ateliers" signeront des contrats de production avec la direction et recevront plus d'argent si elles dépassent les quotas », modification des salaires et des prix dans le sens de leur adaptation aux critères du marché, productivité et rentabilité.

2. Pour une analyse plus détaillée de l'évolution de la situation économique se reporter à l'article de Pierre Gousset, « Développement et avatars de la nouvelle politique économique en Chine » paru dans *Inprecor* numéro 69 du 7 février 1980 et celui d'Ernest Mandel, « La crise économique en Chine » paru dans *Inprecor* numéro 94-95 du 16 février 1981.

3. Sur la situation des travailleurs cf. « La situation actuelle de la classe ouvrière », Zhang Kai, *Inprecor* numéro 153 du 20 juin 1983.

réformes, fait d'avancées et de reculs, reprenons pour l'essentiel à notre compte la typologie proposée par un chercheur du Centre national de recherches scientifiques (CNRS) français, pour qui les six années de réformes peuvent être décomposées en trois moments (4).

LES TROIS PHASES DE LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

Dans une première phase, celle du réajustement de 1979 lancé par le plenum de décembre 1978, on en revient sous l'égide du vieux dirigeant Chen Yun, aux méthodes que ce même dirigeant préconisait dans les années 1950. Il s'agit d'améliorer le système classique de la planification centralisée sans vraiment le changer mais en y ajoutant une place pour le marché qui doit servir à l'équilibre à la marge des résultats économiques. Le marché n'est là que pour répondre aux demandes non satisfaites par le plan, étant entendu que le plan doit tendanciellement satisfaire toutes les demandes.

L'accent est alors mis sur un meilleur accomplissement du plan. Mais l'action est menée au niveau micro-économique, donc au niveau des entreprises, et de plus de façon expérimentale. C'est la province du Sichuan qui sert d'expérience pilote, expérience étendue en 1980 à l'échelle nationale à 6 600 entreprises, représentant 16 % des entreprises mais 45 % de la production et 60 à 70 % des bénéfices.

Ces entreprises sont incitées à accomplir les objectifs du plan. Mais elles peuvent conserver une partie de leurs bénéfices d'exploitation (de 10 à 20 % selon les endroits) et sont d'autre part encouragées à produire hors-quota un surplus qui vise à résorber la demande non couverte par le plan. La logique de la planification reste inchangée, mais on espère remédier aux insuffisances du plan. Il s'agit d'une petite réforme, qui n'est pas étendue d'emblée à toutes les entreprises. Limitée durant la période 1979-1980 aux secteurs les plus rentables, cette réforme permet à ces industries d'accroître leur rentabilité.

Vendeurs de rue à Pékin. (DR)



En réalité, la dynamique ainsi mise en place agit à un autre niveau. Non pas tant dans le domaine de la timide politique industrielle, que dans le bouleversement considérable — une véritable révolution silencieuse — qui transforme radicalement et en peu de temps les campagnes (5). C'est à ce niveau que se fraie son chemin la logique du marché introduite de façon adventice. Ce qui n'était au départ qu'un nouveau système de responsabilité destiné à éviter des revenus égalitaires — calculés en points-travails — sans rapport avec le travail effectif (« la grande marmite »(6)), conduisit à une rapide décollectivisation complète des campagnes, à un partage de fait de la terre et au retour à l'exploitation familiale.

Dès 1981, la campagne se compose de 180 millions de petites exploitations familiales. Et ce n'était qu'un début. Parmi les divers types de contrats entre le paysan et l'Etat, le plus populaire est celui qui va le plus loin dans la privatisation. C'est le système du « forfait intégral » qui n'impose comme obligation à l'unité familiale que les livraisons obligatoires et l'impôt agricole. Pour le reste, le paysan est libre de son activité. On assiste alors à une différenciation sociale rapide et importante du monde paysan et à l'émergence, acceptée sinon voulue, d'une paysannerie riche. Cette dernière concentre de la terre et accumule du capital par le processus de commercialisation vers les villes de la part des produits qui n'est pas réquisitionnée ou auto-consommée, ce capital peut ensuite légalement s'investir dans des activités spécialisées non directement agricoles.

Très récemment, le gouvernement a même supprimé l'obligation des réquisitions, permettant une plus grande commercialisation des produits de la terre. Cette révolution à rebours s'est imposée par son succès. Succès auprès du monde paysan qui était resté attaché à l'unité familiale. Succès de la politique agricole, avec une croissance de 7,5 % de la production à partir de 1978. Succès surtout du point de vue des revenus paysans qui ont doublé à prix courant depuis 1978,

alors que leur niveau de vie ne dépassait pas en 1977 celui de 1955. Succès si grand, et apparemment si peu perturbateur, qu'il a fait l'objet d'un consensus parmi les dirigeants du PCC. La réforme s'impose donc en quelque sorte d'elle-même.

Une seconde phase du processus de réforme intervient ensuite. Au niveau de l'industrie et des villes, la logique du marché et de la rentabilité entre en conflit avec la logique d'un système qui lui est étranger. Si l'on assiste effectivement à un rééquilibrage de la part de l'industrie lourde qui passe de 41 % du PIB en 1978 à 30 % en 1982 au profit de l'industrie légère et à un abaissement du taux d'accumulation pour le reste, le système industriel continue à présenter les mêmes défauts. L'efficacité marginale des entreprises continue à être gravement décroissante. La production reste de faible qualité. Le taux d'utilisation des équipements ne dépasse pas 50 à 60 %. Les prix restent arbitraires sinon irrationnels. Au fond, la petite réforme de 1979 à 1980 a eu un caractère dérogatoire, elle ne faisait que légaliser ce que l'ancien marché noir faisait déjà souterrainement. Et ce qui continuait à être illégal, continuait à se faire souterrainement.

De plus les secteurs menacés de l'appareil de direction de l'économie, par exemple les agences commerciales centrales menacées par la réforme, multiplient souvent avec succès les entraves au développement de ces mesures nouvelles. Et lorsque cette réforme économique mal contrôlée aboutit à une inflation qui atteint autour de 10 à 20 % par an pour la période 1979-1981 pour les biens de consommation et à une grave crise budgétaire due aux dérapages des investissements et au poids grandissant des subventions des produits alimentaires dans les villes, un coup d'arrêt net est donné à la réforme industrielle. L'industrie lourde, grande pourvoyeuse du budget de l'Etat, reprend alors son rythme de croissance rapide.

Pourtant de façon plus limitée, la réforme suit son bonhomme de chemin. Ainsi, pour faire face à l'importance du chômage urbain, une économie privée est autorisée dans les villes avec cependant nombre de restrictions légales de toutes sortes. On compte dès 1983, 2,3 millions de « travailleurs à leur compte ». Ainsi le profit des entreprises qui était remis à l'Etat est remplacé par un impôt unique qui représente en principe 55 % du profit brut plus éventuellement une taxe d'ajustement pour compenser les rentes de situation dues au système des prix. De plus les entreprises sont autorisées à faire

4. Voir W. Zafanoli « La réforme économique en Chine » à paraître dans la revue *Est-Ouest* (Paris).

5. Claude Aubert, « Chine rurale, la révolution silencieuse », *Projet*, septembre-octobre 1982.

6. C'est par l'expression « manger dans la grande marmite » que les chinois désignent l'égalitarisme qui conduit des travailleurs peu productifs à gagner autant que ceux qui travaillent réellement.

de la sous-traitance, ce qui introduit une souplesse dans la gestion salariale et aide à casser les « bols de riz de fer », problème nous aborderons plus loin. Quoiqu'il en soit, on pouvait constater en 1983 « que deux années de réformes suivies de deux années de consolidation ne semblent pas avoir changé profondément le fonctionnement du système » (7).

Enfin le troisième mouvement de la réforme est celui de la période très récente, couvrant les années 1983-1985 et surtout l'année 1984. C'est l'époque où se dégage un certain accord dans la direction pour aller plus loin dans la logique du marché, de la rentabilité, de la privatisation ; non sans difficultés d'ailleurs. Fin 1983, on assiste en effet à une tentative d'enrayer ce processus, avec « la campagne contre la pollution spirituelle », pollution venue de l'Occident capitaliste. La nébuleuse réformatrice réagit alors en poussant plus loin la réforme, dans l'espoir, Deng Xiaoping étant toujours vivant, d'atteindre un point de non-retour.

Durant l'année 1984, jusqu'au plenum d'octobre 1984, la réforme est lancée par vagues successives dans le secteur industriel. En mai 1984, la tutelle administrative sur les entreprises est desserrée et l'autonomie de ces dernières accrue. De plus les entreprises ont maintenant le choix de leurs sources d'approvisionnement et de distribution ; elles ont, en outre, le droit de conserver 70 % de leurs fonds d'amortissement. Le directeur de l'entreprise dispose de la gestion unique de l'entreprise et n'est plus, au moins en théorie, chapeauté par le secrétaire local du PCC. A cet égard, cela représente un retour au système instauré en 1951 et supprimé en 1956 au profit du contrôle direct par le comité du parti. Le directeur d'entreprise dispose aussi du droit de licenciement, d'embauche et de sanctions.

Ces potentialités nouvelles sont considérables. Reste à voir comment elles seront mises en œuvre. On peut douter que les secrétaires du parti abandonnent aisément leur pouvoir. De toute façon, fin 1984, seulement 2 900 entreprises appliquaient ces nouveaux principes.

C'est le plenum d'octobre 1984, qui avec sa résolution sur « la réforme de la structure économique » synthétise les acquis de cette orientation, dont le maître-mot est : augmenter la productivité. On parle d'introduire la vérité des prix ; ceux-ci devraient progressivement se régler sur la demande et les coûts d'exploitation. Mais changer le système des prix est un vaste programme. Il n'est pas évident qu'on soit aujourd'hui allés très loin en ce sens. Il faut dire aussi que l'on revenait de loin en ce domaine. Pour donner un exemple extrême, le secteur pétrolier a un système de prix qui permet environ 70 % de profit, tandis que le secteur charbonnier n'en réalise que 0,7 %. Un rapport de 1 à 100 qui tient à des prix imposés par le gouvernement. Le plenum d'octobre 1984 a aussi décidé que la gestion des entreprises doit être séparée de l'administration économique. Les petites entreprises non rentables sont dévolues par contrat à des collectifs de travailleurs,

voire à des particuliers. Le volume des salaires sera indexé sur les résultats de l'entreprise et l'éventail des salaires ouvert. Exit alors de l'égalitarisme anti-productiviste.

La réforme atteint le niveau macro-économique avec la réorganisation de la planification. L'économie sera partagée en trois secteurs. Le premier, où le plan continuera à être un impératif, regroupera les grands secteurs de l'activité économique, l'industrie lourde notamment. Ce système couvrirait 1 020 grandes entreprises représentant 52 % du profit et de l'impôt. Le second secteur, aux limites encore floues, sera régi de manière directive mais le plan n'y jouera qu'un rôle indirect par le biais du crédit ou des affectations budgétaires. On parle d'un secteur régi par ce système qui couvrirait 48,6 % des industries légères et 72 % de leur production. Enfin un troisième secteur, encore largement embryonnaire, sera privatisé. Cette privatisation concerne les 4,2 millions d'entreprises en zone urbaine qui emploient environ 54 millions de personnes. Mais ce secteur peut tendanciellement concerner une partie des entreprises collectives qui occupent actuellement 27 millions d'emplois, et pourraient, du fait de leur caractère souvent déficitaire, être privatisées.

N'anticipons pas. Pour l'instant, il faut constater que l'Etat conserve « la maîtrise des principales sources d'alimentation des circuits économiques » (8). Comme le dit un auteur chinois « la main visible » du plan ne se substituera plus à « la main invisible » (le marché), mais agira à la source en réglant les flux économiques. Il est encore trop tôt pour faire le bilan pratique d'un tel projet de réforme économique. Tentons plutôt d'en peser les conséquences sociales sur le monde ouvrier.

LA CLASSE OUVRIERE : UN GROUPE SOCIAL FAVORISÉ

Le régime « communiste » chinois est issu de la conquête militaire des villes par des armées paysannes. Il a cependant donné d'emblée une place relativement privilégiée à la classe ouvrière. On peut même dire que la classe ouvrière a occupé la place privilégiée dans le système d'alliance mis en place par le nouveau régime pour consolider son pouvoir. Demandons-nous d'abord ce qu'a représenté et ce que représente numériquement cette classe ouvrière ? Les statistiques ne distinguent pas les ouvriers des employés. Elles ne donnent que des salariés urbains, c'est-à-dire pratiquement toute la population active des villes, du ministre au postier et au vendeur du magasin d'Etat. Nous savons qu'il y avait 100 millions d'ouvriers et d'employés en 1978, dont 67,1 % d'hommes et 112,8 millions en 1982, dont 63,7 % d'hommes. Il y avait 17 % de femmes en 1957.

Dans le secteur industriel proprement dit, on est passé de 2,446 millions d'ouvriers et employés en 1952 à 13,480 millions en 1957 et 44,367 millions en 1979. Pour cerner les dimensions du prolétariat,

il faudrait ajouter, pour les villes, le secteur des transports et télécommunications qui représentait 1,129 millions en 1952, 1,669 millions en 1957, 6,725 millions en 1979, ainsi que le secteur de la construction qui employait 1,048 millions en 1952, 2,714 millions en 1957 et 8,093 millions en 1979.

Bref, 60 % environ des 100 millions de salariés urbains de 1979 appartiennent à l'appareil productif (ouvriers et employés). Ils représentent environ 15 % de la force totale de travail. (En 1981, la population active de la Chine était de 433 millions). Ajoutons que les producteurs agricoles représentent en gros, les trois quarts de cette force de travail. Précisons encore qu'en 1979, le secteur métallurgique représentait 3 millions de travailleurs, l'industrie minière 3,8 millions, l'industrie mécanique 9,175 millions et l'industrie textile 2,740 millions.

Il y a lieu de tenir compte aussi de la présence d'un prolétariat à la campagne, mi-paysan, mi-ouvrier, d'environ 20 millions de salariés peut-être plus. Au total, il y aurait donc 30 à 35 % de salariés dans la population active chinoise.

Ces chiffres montrent une croissance numérique importante de la classe ouvrière et sa place centrale au cœur des villes. Si une indiscutable mobilité sociale de la classe ouvrière permet à un nombre non négligeable d'ouvriers de commencer une ascension sociale (comme directeurs d'usines ou cadres syndicaux), ce phénomène, qui concerne surtout les premières années du régime, est moins important que les avantages plus durables acquis par le monde ouvrier.

En échange d'un soutien au régime et de sa participation au processus industriel, la classe ouvrière a reçu divers avantages. Et d'abord la garantie du travail, la certitude de n'être jamais licencié (c'est le fameux « bol de riz en fer »). Une échelle de salaires à huit niveaux a été établie qui assure une amélioration régulière des revenus selon l'ancienneté et l'âge. Le niveau d'éducation a été fortement amélioré. Si en 1957 20 % des travailleurs urbains (ouvriers et employés) étaient illettrés, ce nombre est tombé à 1,6 % en 1982. Si 19,1 % seulement avaient en 1957 un diplôme de l'école secondaire, ce nombre est monté à 72 % en 1982. Chiffres qui se comparent très avantageusement à ceux du monde rural.

Les plus privilégiés des ouvriers et employés appartiennent au secteur d'Etat qui représentait trois quarts des salariés urbains en 1978 et aussi près des trois quarts des salariés industriels (30 millions pour 12 millions au secteur collectif). Or, tout particulièrement dans les entreprises d'Etat, les travailleurs bénéficient de nombreux avantages indirects. A tel point que ce secteur qui représente en gros moins de 20 % de la population active totale reçoit presque tous les subsides et bénéfices sociaux. En 1978, on a pu cal-

7. Yves Chevrier, « Les politiques de la démocratisation (1977-1982) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 4, numéro 3, septembre 1983.

8. W. Zafanulli, op. cit.

culer que les subsides et avantages indirects des employés du secteur d'Etat représentaient en moyenne 526 yuan, c'est-à-dire l'équivalent de 82 % du salaire moyen ; avantages auxquels s'ajoutaient encore d'autres qui faisaient du salaire indirect au moins l'équivalent du salaire direct. Or, cette situation n'existe pas dans la paysannerie et si le salaire direct urbain était trois fois plus élevé que le revenu paysan en 1978, l'importance des avantages divers doublait l'écart.

De plus, depuis 1978 la croissance des subsides et des bénéfices sociaux a été importante, dépassant la croissance des salaires. Donc, malgré l'ampleur de l'augmentation des revenus paysans, l'écart ville-campagne continue à être marquant, comme il ressort du tableau suivant :

REVENU ANNUEL (en yuan)

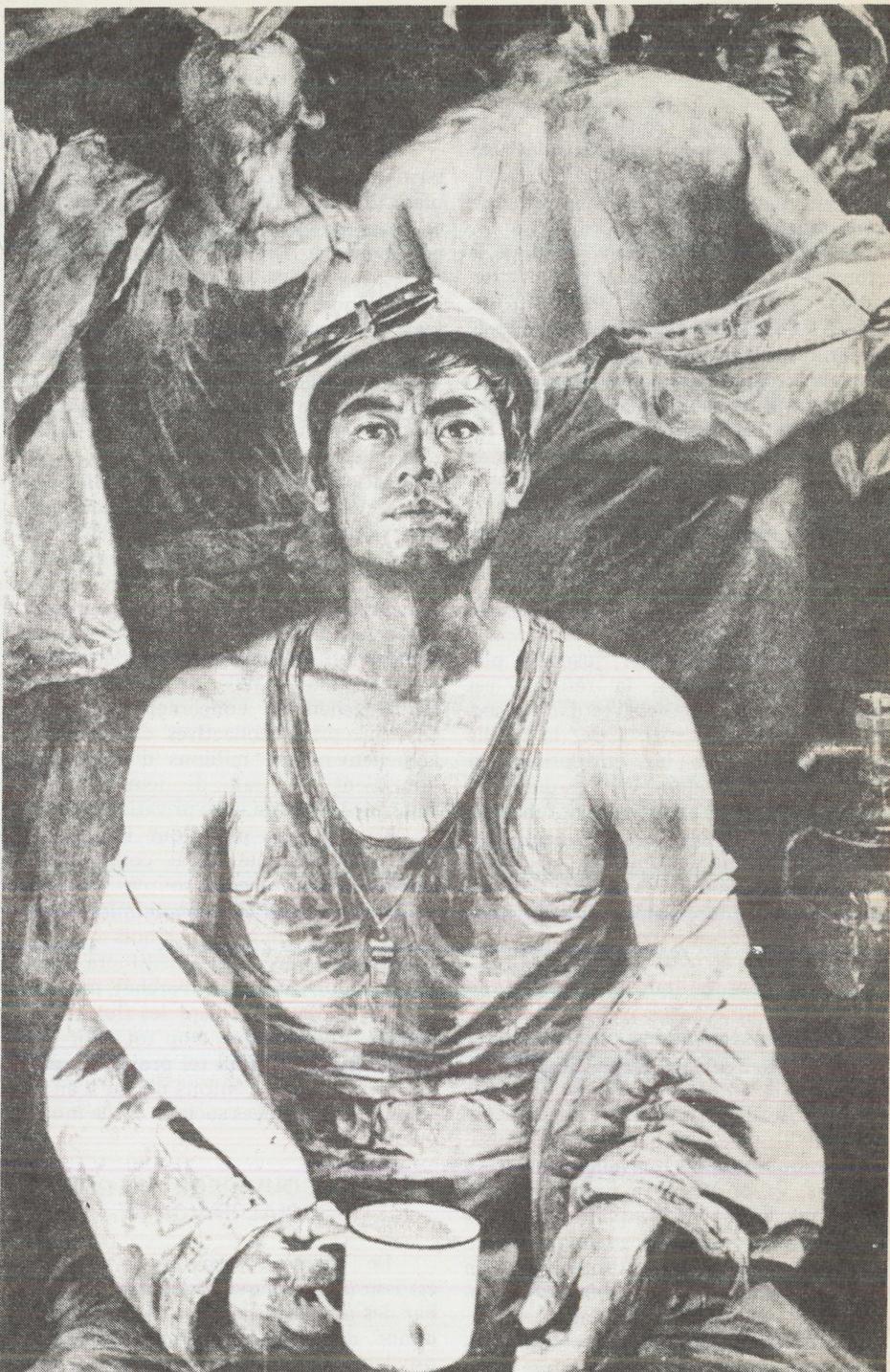
Année	Secteur de l'Etat	Secteur collectif	Revenu paysan*
1957	637	—	43,40
1978	644	614	88,53
1983	865	826	169,00

*Part collective.

L'amélioration de la condition des ouvriers et des employés est aussi démontrée par l'élévation des biens de consommation durables possédés par les foyers urbains. Pour cent foyers urbains, il y a par exemple :

	1982	1981
Machine à coudre	73,10	70,41
Machine à laver	16,09	6,34
Réfrigérateur	0,67	0,22
Bicyclette	146,65	135,90
Radio	103,04	100,52
Télévision	73,00	57,65
Enregistreur	17,99	12,97
Appareil de photos	5,57	4,29

On peut donc noter une stagnation du revenu ouvrier entre 1957 et 1978, puis une croissance rapide, l'écart persistant avec le monde paysan. Mais dans ce dernier cas il faut inclure la part croissante de l'activité privée, devenue peu à peu toute l'activité paysanne. Une étude plus détaillée du secteur d'Etat montre, pour l'année 1981, un éventail des revenus qui va de 948 yuan de salaire moyen par an dans la construction à 909 dans les transports, 860 yuan dans l'administration et la recherche, 819 yuan dans l'administration et 852 yuan dans l'industrie légère. De façon générale, les salaires du secteur collectif correspondant sont de 15 à 25 % moindres : 738 yuan pour la construction dans le secteur collectif, contre 948 au secteur d'Etat ; 644 dans l'industrie légère contre 852 au secteur d'Etat. Mais le niveau absolu des salaires et les avantages indirects ne reflètent que partiellement le privilège urbain et en particulier ouvrier. Car appartenir à ces secteurs permet d'accéder à ce qui est littéralement absent ailleurs : l'eau courante, un véritable système sanitaire, des écoles primaires et secondaires de qualité pour les enfants, le cinéma, etc.



La réforme économique, une nouvelle donne pour la classe ouvrière. (DR)

Plus encore, pour faire face au considérable sous-emploi urbain qui créait des tensions sociales dans la Chine de l'après-Mao, on a permis aux ouvriers de prendre leur retraite anticipée et de léguer leur emploi à un de leurs enfants. C'est ainsi que sur les 8 millions de nouveaux ouvriers embauchés en 1979, 3,3 millions d'entre eux héritaient de l'emploi d'un parent, suivant la méthode dite de « substitution ».

Ces avantages impressionnants en comparaison de la vie paysanne, impliquaient de la part de l'ouvrier une soumission au régime et plus directement à l'autorité directoriale, en fait le secrétaire du parti. Soumission d'autant plus grande que les avantages étaient liés directement à l'unité industrielle. Impossible à chasser de l'entreprise, sauf faute très grave, l'ou-

vrier n'avait pas la possibilité de changer d'entreprise. Si les revenus ouvriers sont stagnants surtout durant la révolution culturelle, la faible productivité du travail et les avantages indirects font du statut d'ouvrier des entreprises d'Etat l'un des plus enviés, en dehors bien entendu des privilèges des hauts dirigeants. Cette situation est tellement enviée que ce statut n'est pas accessible à tous. En sont exclus les apprentis-ouvriers payés à des barèmes limités, corvéables à merci, souvent brimés et ne bénéficiant pas de tous les avantages indirects. Mais au moins les apprentis peuvent espérer entrer dans le corps central ouvrier et attendre le fameux « bol de riz en fer ». Telle n'est pas la situation des ouvriers temporaires. Ceux-ci, nombreux à partir du « Grand bond en avant », sont des paysans qui ont

été loués à leur commune populaire pour une période déterminée pour travailler dans l'industrie. Payés moins bien que les ouvriers réguliers, ne bénéficiant d'aucun avantage indirect, ils sont renvoyés à leur commune populaire dès la fin du contrat, celle-ci recevant une part du salaire. Malgré tout cela, l'ouvrier temporaire gagne plus ainsi qu'en travaillant aux champs ! Il y a aussi une catégorie moins bien connue d'ouvriers temporaires d'origine urbaine, souvent des femmes et des travailleurs très peu qualifiés. Ceux-ci semblent avoir acquis dans les années 1970 la fameuse titularisation. Mais on a peu d'information précise à cet égard.

Une grande partie des tensions dans la classe ouvrière, tout particulièrement pendant le Grand bond en avant et la révolution culturelle, découle des conflits d'intérêt entre secteurs privilégiés et défavorisés de la classe ouvrière. Quoiqu'il en soit, la classe ouvrière, dans sa majeure partie, se reconnaît dans le réel égalitarisme qui caractérise l'ouvrier titulaire durant la période maoïste.

UNE NOUVELLE DONNE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

L'un des objectifs de la réforme économique en cours consiste à casser le « bol de riz en fer », donc les acquis ouvriers, et surtout la garantie du travail à vie. Certes, la prudence est de rigueur. L'attaque et les dénonciations fréquentes dans la presse des dits effets anti-économiques du « bol de riz en fer » n'ont pas mené jusqu'à présent à une remise en cause frontale des privilèges du statut de l'ouvrier des usines d'Etat. Car remettre en question les acquis ouvriers et l'égalitarisme, incontestablement bien accepté par les ouvriers, c'est s'attaquer à l'un des deux grands piliers de la vie du régime (l'autre étant l'encadrement paysan par la collectivisation aujourd'hui abandonnée). A la différence de la situation dans les campagnes, le monde ouvrier a montré qu'il pouvait réagir autrement que silencieusement. La soumission ouvrière a trouvé ses limites dans la défense de ses acquis.

La logique de la réforme poussa cependant à une mobilité ouvrière, incompatible avec les rigidités du passé. Il s'agit rien moins que de permettre des départs, voire des licenciements, d'ouvriers en surnombre dans les entreprises. Et plus encore d'introduire un processus de différenciation dans la classe ouvrière en ouvrant l'éventail des salaires, en adaptant la prime au rendement réel de l'ouvrier et de l'entreprise (9). Deux manières sont proposées pour atteindre cet objectif.

Tout d'abord, il s'agit d'introduire une nouvelle politique d'embauche. A la place des anciens services du travail et du personnel, dont on a pu dire que « c'était un organisme des années 1980, avec une mentalité des années 1960, dans le cadre d'un système de planification des années 1950 », de nouveaux organismes se créent. Il s'agit des corporations des services du travail, chargées de placer des travailleurs sous contrat. Ces travailleurs ont les



Dessin symbolisant la bureaucratie chinoise. (DR)

mêmes salaires et les mêmes avantages que les autres ouvriers, mais ils ne sont plus titularisés à vie. L'organisme se charge de payer leur salaire durant la période entre deux contrats. Or, ce système contractuel doit être dans le futur, selon le *Renmin Ribao* (Quotidien du peuple) du 8 mars 1983, la situation de toute la classe ouvrière. On en est cependant encore très loin.

Aussi en attendant, et c'est là la seconde manière utilisée, le régime tente de contourner la résistance des ouvriers. Les syndicats sont mis à contribution pour empêcher la grève et éduquer les travailleurs dans la nouvelle voie. La tâche est rude. Car un acquis aussi avantageux que l'emploi à vie, qui est probablement l'avantage majeur de ce type de société, ne s'abandonne pas volontiers. La résistance ouvrière est âpre. On assiste à des arrêts de travail et à des manifestations d'hostilité contre les nouveaux travailleurs sous contrat. La pression est vive sur les cadres, lesquels ont souvent les mêmes réactions et intérêts que les ouvriers. Selon le *Renmin Ribao* du 27 février 1984, « être cadre dans l'industrie ces temps-ci, c'est comme être assis sur un volcan », tant la pression d'en haut et d'en bas est forte (10).

Le pouvoir tente de gérer cette situation avec tact. Car s'il insiste pour que soit cassée ladite « démocratie ouvrière », il demande aussi que soit écoutée la « voix ouvrière » et que soit encouragée une certaine participation ouvrière, afin, précise le *Quotidien ouvrier* du 15 août 1984, que les ouvriers « donnent des suggestions aux directeurs mais pas des problèmes ». En outre, le régime tente de convaincre les ouvriers qu'il est de leur intérêt de changer la situation. Le système actuel de salaire en huit échelons n'est-il pas très

rigide ? Une statistique fournie au Xème congrès des syndicats en octobre 1983, montre que si 71 % des ouvriers sont au bas de l'échelle avec un revenu d'environ 35 yuan par mois, seuls 2 % sont à l'échelon 7 et 8 qui correspond à un revenu trois fois plus élevé de l'ordre de 90 à 120 yuan.

Dans l'ensemble, la prudence est de rigueur et le directeur d'entreprise est loin d'avoir une complète liberté de manœuvre. On compte sur la réforme des salaires pour faire avancer les choses et faire abandonner les traditions trop égalitaristes. On tend à attribuer les primes de façon flexible et sans limites, tout en pénalisant par l'impôt des hausses de primes dépassant la hausse des profits. Et on s'efforce d'introduire des « pénalités » pour non-atteinte des quotas. Mais ici encore il n'est pas évident que ces propositions soient appliquées de manière effective. De plus, ces règles sont valables pour les entreprises d'Etat, la situation restant encore incertaine dans les entreprises collectives.

Tendanciellement et dans sa logique, la réforme économique a pour effet

9. Un exemple, sans doute extrême, a été donné récemment, qui montre aussi la compétition des entreprises pour obtenir la main-d'œuvre qualifiée. C'est ainsi qu'une petite ville a offert à quatre techniciens de Shanghai, hautement qualifiés, 10 000 yuan pour l'indemnité de départ, 600 yuan pour les frais de déménagement, 250 à 300 yuan de salaire mensuel, 2 000 yuan de prime au début et 1 % des futurs profits. Le but étant de créer une nouvelle entreprise. Quand on sait que 1 000 yuan par an est un bon salaire !

10. Plus significatif encore, la presse chinoise constate que durant le dernier quart de l'année 1984, les salaires ont augmenté plus que la productivité, ce qui est juste l'inverse du but recherché par la réforme économique.

d'augmenter l'éventail des salaires et de tendre, non sans difficultés face aux habitudes acquises, à lier les primes à la productivité. Mais plus encore, les différents types d'entreprises créent des classes ouvrières aux statuts différents. Comme en Occident, on assiste à l'apparition d'une société à plusieurs vitesses, avec l'apparition d'une classe ouvrière « privatisée », avec les statuts précaires dans les entreprises collectives et avec les changements de situation dans les entreprises de l'Etat selon les succès et déboires de chaque entreprise. Certes, cette différenciation n'en est qu'à ses débuts. La résistance est vive. Les habitudes de paiement automatique des primes à tous sont anciennes chez les travailleurs. De plus, une bonne partie de l'appareil de direction de l'industrie et des secteurs des hautes sphères de l'appareil central, inaptés ou trop incultes pour s'adapter aux nouvelles règles, peuvent continuer à s'appuyer sur les vieux usages pour tenter de saboter l'expérience en cours. La différence de situation est sensible entre des villes comme Pékin, qui sont plutôt à la tête de la réforme, et Shanghai, qui est à la traîne. Si les autorités de Pékin viennent de lancer le 10 mars 1985 une énergique réforme du système de planification, Shanghai est soumise à une constante pression pour rejoindre le peloton de tête des villes réformatrices. Les lenteurs de Shanghai sont certes dues à la vieillesse et à l'inertie de l'appareil politique local et à l'usage de l'appareil productif, mais elles reflètent aussi les traditions et les acquis de la grande métropole ouvrière. Or, cette ville représente à elle seule 11,1 % du produit industriel total et 16,6 % des revenus de l'Etat.

Rien n'est donc joué. Mais globalement, on va vers une perte d'influence, de prestige et de statut du monde ouvrier. L'époque s'éloigne rapidement, où des cadres « casaient » leurs enfants à l'usine pour leur éviter l'envoi à la campagne, ou pour leur assurer une vie confortable. Quand on connaît les ressources légales, pour ne pas parler des importantes possibilités illégales, qui sont à la portée des nouveaux entrepreneurs, on comprend l'indifférence à l'égard de la condition ouvrière.

On est loin de l'époque où la nouvelle élite dirigeante extrayait ses nouveaux membres en partie dans le vivier du monde ouvrier. La techno-bureaucratie moderniste qui doit être le porteur et le bénéficiaire de la nouvelle réforme économique se constitue à partir des membres ou des enfants de l'appareil du parti. La poussée urbaine se fait aujourd'hui en parallèle avec l'affaiblissement du monde ouvrier. Reste à savoir si le monde ouvrier assistera passivement à cette évolution. Rien n'est moins certain. Et la prudence de fait, et même le retard dans l'élaboration de la Nouvelle politique économique (NEP) urbaine s'expliquent aussi par les incertitudes du régime face aux possibles réactions du monde ouvrier. ■

Roland LEW,
le 10 octobre 1985.

Le mouvement démocratique chinois de 1978 à 1981

AU même moment où Solidarité apparaissait en Pologne il y a cinq ans, en République populaire de Chine l'Alliance nationale des revues parallèles, regroupant 21 publications non officielles paraissant dans le pays, annonçait également sa création. *Devoir*, l'organe de l'Alliance, se trouva au centre du mouvement démocratique qui se développait non sans certains déboires depuis 1978. *Devoir*, publié dans un premier temps bimestriellement, devenait par la suite une publication bimensuelle, et ce jusqu'à la vague de répression d'avril 1981.

L'article qui suit retrace le développement du mouvement démocratique (1). Il est repris du numéro d'août 1985 d'*October Review*, une revue marxiste révolutionnaire publiée à Hong Kong. ■

LI SI

Le mouvement démocratique qui s'est développé de 1978 à 1981, connu sous le nom de Printemps de Pékin, est né à l'occasion des émeutes de la place Tian An Men du 5 avril 1976 au cours desquelles 100 000 personnes se sont réunies spontanément pour exprimer leur indignation face au régime en place (2). Des émeutes identiques eurent lieu dans d'autres cités comme à Nankin et Zhengzhou. La signification historique de ces émeutes est qu'elles ont été spontanées et dirigées contre la direction bureaucratique : contrairement aux mobilisations de masse durant la révolution culturelle qui, elles, étaient contrôlées par différentes fractions du Parti communiste chinois (PCC) et ne faisaient que servir des besoins et des intérêts fractionnels.

Cependant, ces émeutes furent de violentes explosions émotionnelles auxquelles manquait une finalité claire et programmatique, une organisation ou un noyau organisationnel. Et c'est pourquoi elles ont été rapidement et brutalement réprimées. Toutefois, le rejet massif du régime en place a entraîné indirectement la chute de la soi-disant Bande des Quatre, les protégés de Mao Zedong.

DES ÉMEUTES DE TIAN AN MEN AUX PREMIERES REVUES NON OFFICIELLES

Fin 1978, la fraction Deng Xiaoping prenait le contrôle de la direction du PCC. Nombre de réhabilitations étaient opérées y compris celle des émeutiers de la place Tian An Men dont l'action de masse se voyait reconnue comme spontanée et révolutionnaire par le régime. Alors que la fraction Deng Xiaoping cherchait à se gagner le soutien des masses pour consolider son pouvoir à la direction du parti et s'emparer ainsi des postes de direction intermédiaire, le peuple s'est saisi de l'occasion qui lui était offerte pour faire entendre son mécontentement et avancer ses revendications.

Des affiches murales ont alors commencé à fleurir sur le mur de la démocratie (Xidan) à Pékin, des réunions politiques se sont tenues, auxquelles plusieurs milliers de personnes ont parfois partici-

pé, des publications non officielles ont vu le jour. Début 1979, des douzaines de ces publications non officielles avaient fait leur apparition dans le pays. Ces publications, malgré la répression, survécurent jusqu'en avril 1981, date à laquelle une vague nationale de répression dirigée contre leurs rédacteurs et leurs collaborateurs mit fin à leur existence semi-légale. Le mouvement est depuis lors passé dans la clandestinité.

De novembre 1978 à avril 1981, le nombre de titres connus à l'extérieur était de 120. Une vingtaine environ étaient publiés à Pékin, le reste dans la plupart des capitales régionales. Nombreuses des celles d'entre ces revues qui ont pu se maintenir pendant plus de 40 numéros consécutifs, d'autres disparurent dès leur premier numéro. Certains numéros avaient plus de 100 pages, d'autres n'en avaient que 4 et beaucoup en avaient de 40 à 80. Comme l'Etat contrôle tous les moyens de publication, ces revues non officielles devaient être publiées, ronéotées, sur stencils et sur du papier de mauvaise qualité.

Pour des raisons de limitations techniques, le tirage de la plupart de ces numéros ne dépassait jamais quelques centaines d'exemplaires, quoiqu'un certain nombre ait réussi à se gagner le soutien de quelques imprimeurs et ait pu ainsi avoir un tirage plus élevé. Citons l'exemple du *Printemps de Pékin* qui reçut l'aide des Editions en Langues étrangères et a publié 10 000 exemplaires de ses numéros 1 et 2. Puis des ordres furent donnés et la revue fut obligée de cesser sa parution. *Notre génération*, un projet concernant les étudiants de treize universités chinoises, a connu le même problème. Son premier numéro n'avait eu imprimé que la moitié de son contenu initial ; des pressions d'en haut l'avaient forcé à sortir

1. Cf. les principaux articles d'*Inprecor* concernant le mouvement démocratique chinois dans les numéros 93 du 20 janvier 1981, 118 du 8 février 1982, 132 du 13 septembre 1982 et 138 du 6 décembre 1982.

2. Le 5 avril 1976, plus de 100 000 personnes sont descendues dans la rue à l'occasion de la Journée des morts, pour rendre hommage à la mémoire de Zhou Enlai, mort en janvier de cette année-là.

sous forme incomplète et à disparaître après le numéro 1.

A cause de l'ordonnance conservatrice de 1952 du fait de laquelle toute demande d'autorisation de sortie légale d'une publication n'a aucune chance d'aboutir, les publications non officielles ont essayé à maintes reprises mais en vain d'être enregistrées légalement. Dès lors, elles sont demeurées non officielles.

Les publications non officielles ont été la caractéristique principale du mouvement démocratique du Printemps de Pékin. Elles ont fait office de plateformes de discussion politique et organisationnelle pour de jeunes militants et militantes. On peut dire qu'il y avait deux types de publications. L'un mettait surtout l'accent sur les essais politiques, l'autre donnait la priorité à la littérature. La majeure partie des publications du premier type étaient réalisées par de jeunes travailleurs de la génération des gardes rouges au temps de la révolution culturelle et qui pensaient avoir été trahis par Mao. Après une période d'intense réflexion ils avaient décidé de faire entendre leur voix en réclamant une plus large démocratie de même qu'un système juridique. Ils ont été l'âme du mouvement démocratique. Les publications du second type étaient, elles, pour une large part l'œuvre d'étudiants ou de jeunes travailleurs épris de littérature. Ils avaient des liens étroits avec les publications de type politique ainsi qu'avec des écrivains qui s'exprimaient dans des publications littéraires non officielles.

Le mouvement démocratique du Printemps de Pékin était au départ plutôt atomisé. Les militants et militantes, dont les opinions convergeaient, se regroupaient autour d'une publication pour discuter de leurs idéaux politiques et de la façon de les propager. Cependant peu de liens unissaient les différentes publications entre elles. L'inexpérience et le manque d'une démarche consciente d'unité d'action en étaient en partie responsables. La division était surtout le résultat de la diversité des courants idéologiques qui s'exprimaient dans les différentes publications.

Brièvement à Pékin, c'est *Exploration* avec comme rédacteur en chef Wei Jinsheng, qui était la plus radicale de toutes ces revues car elle réclamait l'élection démocratique de tous les dirigeants, de même que l'autogestion démocratique des producteurs. *Exploration* se montrait très critique à l'encontre de la position « libérale » de Deng Xiaoping. Le *Printemps de Pékin*, où l'on retrouvait des héros des émeutes de 1976, dont la majorité avait été recruté au parti ou à la ligue de la jeunesse communiste, servait plus la fraction de Deng Xiaoping contre les partisans de Mao Zedong. Le *Forum du 5 avril* était plus modéré qu'*Exploration*, car cette revue considérait la fraction Deng Xiaoping comme réformatrice, tout en mettant l'accent sur la nécessité de la mobilisation du peuple pour les revendications démocratiques. Le journal intitulé *Droits de l'Homme en Chine* réclamait le respect des droits de la personne et avan-



Manifestation démocratique à Pékin. (DR)

çait des revendications en faveur d'une démocratie de type occidental. Ces différences d'appréciation concernant la fraction Deng et le degré différent de radicalité des revendications mises en avant ont conduit à des divisions entre les groupes impulsant ces revues et à un manque de coopération entre elles. Or, la situation objective réclamait le regroupement des forces luttant pour la démocratie.

En mars 1979, Deng Xiaoping modifia son attitude par rapport au mur de la démocratie. Quelques mois auparavant, il avait déclaré que le mur de la démocratie était utile et qu'il fallait laisser le peuple exprimer son mécontentement. Toutefois, en mars 1979 il déclarait que le mur de la démocratie était une source d'instabilité. Wei Jinsheng réagit sur le champ en collant une affiche intitulée « *démocratie ou nouvelle dictature* » sur laquelle il en appelait au peuple pour veiller à ce que Deng ne devienne pas un nouveau dictateur. Wei fut arrêté peu après. D'autres avant lui l'avait déjà été comme Fu Yuehua, une femme qui avait été à la tête d'une manifestation regroupant plusieurs milliers de paysans dans les rues de la capitale chinoise le 8 janvier 1979, et dont le mot d'ordre central était « *contre les persécutions, contre la faim, pour la démocratie, pour les droits de l'homme* ». Deux membres de l'Alliance pour les droits de l'homme avaient également été incarcérés. Le changement survenu dans la vie politique en mars 1979 devait entraîner une réévaluation des intentions de la fraction Deng Xiaoping et de sa capacité à mettre en œuvre des réformes démocratiques. Le besoin d'une plus grande coordination de tous les militants se faisait très clairement sentir (3).

En décembre 1979, le procès de Wei Jinsheng eut lieu. Même si ses idées radicales n'étaient pas populaires, son droit à la liberté de pensée et d'expression fut soutenu par tous les militants. Wei Jinsheng, pour sa dissidence, écopa de quinze années de prison (4). Liu Qing, rédacteur du *Forum du 5 avril*, fut arrêté alors qu'il distribuait une transcription de ce

procès pourtant public. Son arrestation a fait prendre conscience aux militants de la nécessité de se regrouper. En août 1980, seize publications formaient un Comité national pour la libération de Liu Qing, qui peu après est devenu l'Alliance nationale des revues parallèles chinoises, regroupant 21 publications bientôt rejointes par d'autres.

La formation de l'Alliance nationale des revues parallèles chinoises a constitué un important pas en avant. Il a fallu moins de deux ans après la parution des premières publications non officielles pour que se constitue cette coalition. Un tel développement rapide n'est pas en soi surprenant. La chute de la Bande des Quatre et la réhabilitation des émeutiers de la Place Tian An Men ont été le résultat d'énormes pressions exercées par les masses. La fraction Deng Xiaoping a mené ces réformes à regret au milieu de difficultés économiques sérieuses et d'une crise idéologique du PCC. Quand cette fraction a commencé à réprimer les droits démocratiques du peuple, le mécontentement commença à s'étendre. Certaines illusions sur le caractère réformateur de cette fraction s'évanouirent rapidement.

La répression qui s'est abattue sur le mouvement démocratique a forcé des publications jusque là divisées à se regrouper pour contrer la pression du régime. Parallèlement, comme la plupart des militants actifs dans ces revues avaient connu la révolution culturelle, ils disposaient d'une expérience sur les différentes méthodes de lutte. Et quand ils ont repoussé comme inacceptables les illusions qu'avaient encore certains d'entre eux sur la nature d'une aile de la bureaucratie,

3. Durant cette période, on assista successivement à la suppression du droit à l'affichage des *dazibao*, adoptée par la Ve Assemblée nationale du peuple en 1979, au déplacement du mur de la démocratie à l'extérieur de Pékin, aux condamnations de Fu Yuehua à deux années de prison et de Wei Jinsheng à quinze années de prison.

4. Sur les condamnations de Wei Jinsheng et Fu Yuehua, se reporter à *Inprecor* numéro 65 du 6 décembre 1979 et 71 du 6 mars 1980.



Le mur de la démocratie à Pékin. (DR)

leur appréciation critique de la bureaucratie et des contradictions sociales entraîna une radicalisation accrue. Alors qu'ils poursuivaient les débats politiques et théoriques entre eux, ils ont opté consciemment pour une unité organisationnelle renforcée. L'exemple polonais a eu une action stimulante sur ce processus. Le mouvement démocratique a salué Solidarité avec enthousiasme, en reproduisant les 21 demandes et la Charte des droits des travailleurs. Pour eux, le mouvement des ouvriers polonais sonnait le glas de la bureaucratie et marquait le début du pluripartisme. Le besoin de tisser des liens internationaux était également souligné.

A la fin de l'année 1980, alors que l'on procède pour la première fois à l'élection des députés départementaux siégeant à l'Assemblée nationale populaire, de nombreux étudiants (comme Tao Shen et Hu Ping) et militants ouvriers (comme Fu Shengqi, He Defu, Gong Ping et Wang Yifeng pour ne citer qu'eux) se présentèrent. Ils se servirent de la campagne comme d'un forum de débats politiques. L'intervention des autorités en cette occasion fut le meilleur exemple de l'hypocrisie de telles élections (5).

LE COUP D'ARRÊT AU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE

Au début de 1981, le comité central du Parti communiste chinois rendit publiques plusieurs circulaires qui préparaient le terrain pour l'interdiction pure et simple des « publications illégales ». Des militants investis dans ces groupes non officiels avaient posé les préparatifs de la formation des partis politiques. A compter du 10 avril 1981 des arrestations eurent lieu dans tout le pays. Les personnes arrêtées et connues à l'étranger étaient au nombre de trente (6).

Les militants et les militantes du mouvement démocratique furent détenus sans procès durant une année environ. Plus tard, on devait savoir que Wang Xizhe

et He Qiu avaient été condamnés le 28 mai 1982 respectivement à 14 et 10 années de détention. Xu Wenli avait lui été condamné le 18 juin de la même année à 15 ans de prison. On a su que Chen Erjin avait écopé de 12 ans de prison, Fu Shenqi de 7 ans et Yang Zaixing de 5 ans.

Le verdict de la cour dans le procès de Xu Wenli a révélé qu'il avait eu un rôle dirigeant, aux côtés de Wang Xizhe, de Sun Weibang, de Liu E-an et de Fu Shenqi dans la formation de l'Alliance des communistes chinois en juin 1980 et de l'Association pour la défense de la démocratie et pour l'unification de la Chine au printemps 1981. Un projet de programme pour cette Association avait également été rédigé.

En décembre 1981, Liu Shanqing, un partisan du mouvement démocratique du printemps de Pékin à Hong Kong a rendu visite à des proches vivant en Chine. Peu après il était arrêté et condamné à 10 années de prison (7).

Le mouvement démocratique fut réprimé sans pitié et cela a marqué une étape significative dans son développement. En 1957, durant la campagne des Cent fleurs, le million de critiques de la politique du PCC était en majeure partie des intellectuels. Les gardes rouges convaincus qui se sont radicalisés dans les dernières années de la révolution culturelle (symbolisés par le manifeste du garde rouge âgé de 17 ans Yang Xiguang et intitulé « Où va la Chine ? ») étaient pour la plupart de jeunes étudiants du secondaire. L'affiche murale collée en 1974 par Li Yi Zhe, dont Wang Xizhe était l'un des rédacteurs, était un manifeste réclamant la démocratie et un système juridique, et mettait en évidence la compréhension plus personnelle qu'avait la génération des gardes rouges, même si elle conservait toujours des illusions par rapport à Mao Zedong (8). Les événements de la place de Tian An Men de 1976 ont été le prélude à une révolution politique anti-bureaucratique,

à laquelle ont pris part des dizaines de milliers de personnes, quoique de manière inorganisée.

Le mouvement démocratique du Printemps de Pékin a représenté un processus plus profond, du point de vue des positions programmatiques et des pratiques organisationnelles, que les expériences antérieures. Peu avant d'être réprimé, il en était arrivé à l'étape de l'élaboration d'un programme et à celle du développement vers la formation d'un parti politique. L'avant-garde, en majeure partie composée de jeunes travailleurs et travailleuses, a commencé à prendre conscience de la nécessité de se tourner vers les masses populaires. La participation à la campagne électorale et les liens tissés consciemment avec les luttes ouvrières (comme pour la grève des 3 000 métallos de Taiyuan) à la fin de 1980 en ont été les premières manifestations. Quant au programme politique, il portait sur des revendications de démocratie socialiste et de contrôle ouvrier sur la production et la distribution, à la façon de la Commune de Paris. Cette alternative socialiste est absolument distincte des mouvements dissidents apparus en Union soviétique, par exemple.

Les militants et les militantes les plus en pointe du mouvement démocratique étant en prison, ce mouvement demeure donc aujourd'hui clandestin. Les conséquences des réformes effectuées par Deng Xiaoping, en particulier, les offensives contre le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, se font maintenant sentir. L'évolution des conditions objectives favorisent le renouveau du mouvement démocratique. Et il faut s'attendre à ce que la nouvelle étape de ce mouvement se traduise par une prise de conscience politique plus élaborée et par des liens plus étroits entre l'avant-garde et les masses. ■

LI SI,
le 3 septembre 1985.

5. Cette intervention prit des formes multiples : invalidation de candidatures, annulation des élections dans certains cas... Un seul député non officiel fut finalement admis à l'université de Pékin.

6. Parmi les personnes arrêtées, notons : Wang Xizhe, *La voix du peuple* (Guangzhou), He Qiu et Wang Yifei, *Route du peuple* (Guangzhou), Xu Wenli, Yan Jing et Chen Erjin, *Forum du 5 avril* (Pékin), Lu Lin, *Exploration* (Pékin), Fu Shenqi, *La voix de la démocratie* (Shanghai), Sun Weibang, *Les vagues de la mer* (Qingdao), Xing Dakun, *Forum des camarades fraternels* (Qingdao), Liu Liping, *Ideaux communs* (Changsha), Chun Yongmin et Zhu Jianbin, *La cloche* (Wuhan), Zhong Yueqiu, *La voix des masses* (Shaoguan), Yang Zaixing et Chun Xiaoxiang, *Les lumières* (Guizhou), Peng Guanzhong, *La revue bihebdomadaire* (Guizhou), Liu E-an, *La brique de la démocratie* (Anyang), Wang Tanyuan, *Revue* (Tianjin), Ye Zhongwu, *La rivière Zhi* (Hangzhou), Zheng Yulin, *Les cris* (Wenzhou), et d'autres militants comme Tao Shen (Changsha), Xu Shuiliang (Nankin), Yan Guoliang (Pékin), Yu Huimin (Nankin), Yang Xiaolei (Hangzhou), etc.

7. Cf. *Inprecor* numéro 128 du 14 juin 1982.

8. Le fameux dazibao de Li Yi Zhe a été publié en français sous le titre « *Chinois, si vous saviez...* », éditions Christian Bourgois, Paris 1976.

Tentative de mise au pas des syndicats

Un syndicaliste emprisonné se met en grève de la faim

LE 19 octobre 1983, Vincent Noël, président du Syndicat général des travailleurs et des employés de banques (BGWU), et Fitzroy Bain, président du Syndicat général des travailleurs et des ouvriers agricoles (AGWU), sont exécutés aux côtés de Maurice Bishop. Le mouvement syndical grenadien perd ainsi deux de ses principaux éléments. Jusqu'en 1979, ce mouvement syndical a été dominé par des bureaucraties souvent liées à l'Institut américain pour le développement de la liberté du travail (AIFLD). Durant la période révolutionnaire, il connaît une importante croissance, 80 % des travailleurs étant alors syndiqués, et une profonde mutation. Le BGWU, créé par Vincent Noël quelques semaines avant la révolution de 1979, étend ses activités au-delà du secteur bancaire et devient le syndicat le plus puissant. L'AGWU prend la place, chez les ouvriers agricoles, du syndicat patronné par l'ancien dictateur Eric Gairy, et lors de la manifestation du 1er mai 1983, c'est son cortège qui est le plus nombreux. Par ailleurs, dans la plupart des syndicats, les révolutionnaires mènent une lutte victorieuse pour leur démocratisation.

Après l'invasion du pays, le mouvement syndical devient l'une des cibles centrales de l'offensive nord-américaine. Les premières semaines de l'occupation sont de tristes moments pour le mouvement syndical. Beaucoup de syndicalistes sont arrêtés, interrogés et intimidés avant d'être ensuite relâchés. Les troupes d'occupation s'emparent des véhicules de la confédération syndicale de Grenade, le Conseil des syndicats (TUC), qui regroupe tous les syndicats. Son journal, *Workers Voice*, (la Voix des travailleurs), qui fut créé sous la dictature de Gairy par Vincent Noël, cesse sa parution. Les bureaux de plusieurs syndicats sont aussi cambriolés. Les employeurs en profitent évidemment pour faire croire que les syndicats n'existent plus. Leurs dirigeants n'ont effectivement alors aucun moyen de se déplacer et de contacter les travailleurs sur les lieux de travail.

Trois semaines après l'invasion, une délégation nord-américaine en visite à Grenade déclare que la direction de la plupart des syndicats est « composée de bandits et de polémistes rodés par la formation qu'ils ont reçue du bloc soviétique ». Elle recommande aussi que l'AIFLD « prenne la direction de la restructuration et de la formation des syndicats aussi rapidement que possible ». Un bureau de l'AIFLD est ouvert à Grenade et doté d'un budget important, tandis qu'une campagne de calomnies contre les dirigeants de plusieurs syndicats est orchestrée sur les lieux de travail. Suite à toutes ces pressions, dans plusieurs syndicats, quelques dirigeants sont amenés à démissionner de leurs responsabilités.

Les événements qui précèdent l'invasion nord-américaine ont démoralisé et désorienté les travailleurs qui, dans leur grande majorité, soutenaient la révolution. D'autant plus que certains syndicalistes, appliquant les consignes de la direction du New Jewel Movement (NJM), ont cherché à discréditer Maurice Bishop durant la semaine qui précéda son exécution et se sont opposés aux grèves et aux manifestations qui réclamaient sa libération. Ainsi, le président du TUC, Chalkey Ventour, membre du bureau politique du NJM et aujourd'hui emprisonné avec Bernard Coard, a joué un rôle particulièrement néfaste à cette occasion. Cette situation a évidemment facilité l'offensive lancée par les Nord-américains contre le mouvement syndical.

Cependant, cette offensive connaît rapidement ses limites. Dès le début 1984, l'homme clé de l'AIFLD, Osborne Baptiste, promoteur de la campagne de calomnies dans le mouvement

syndical, est exclu du Syndicat des travailleurs du commerce et de l'industrie (CIWU), et l'AIFLD est obligé de le désavouer lors d'une réunion du TUC, qui publie un communiqué pour condamner ses agissements.

Comme les Etats-Unis désirent attirer des investisseurs à Grenade, ils ont besoin de syndicats dociles. Le premier objectif poursuivi par la CIA et l'AIFLD est donc de briser les trois syndicats où des révolutionnaires occupent encore des positions clés : le BGWU, le CIWU et l'AGWU. Son instrument pour y parvenir est le Syndicat des marins et dockers (SWWU), dirigé depuis longtemps par une bureaucratie liée à l'AIFLD. Le SWWU commence par interdire physiquement au BGWU de poursuivre ses activités syndicales sur le port de St. Georges. Puis, avec la complicité du gouvernement et des employeurs, il réussit à obtenir, dans plusieurs entreprises, le statut de syndicat représentatif à la place du BGWU. Les licenciements — 40 % des travailleurs sont au chômage — ont également beaucoup affaibli le BGWU. Après l'invasion, les ouvriers de l'aéroport notamment, qui étaient organisés par le BGWU, furent licenciés, et les ouvriers embauchés ensuite par les entreprises nord-américaines pour poursuivre la construction de l'aéroport n'ont pas pu se syndiquer. En tout, le BGWU a perdu la moitié de ses membres, soit 1 200 sur 2 400 à peu près. L'AGWU a quasiment cessé de fonctionner peu après l'invasion, mais a repris ses activités depuis lors. Avec le syndicat de l'ancien dictateur Eric Gairy, autrefois très influent parmi les travailleurs agricoles, l'AGWU est confronté à un adversaire sans doute plus dangereux que le SWWU. L'AGWU s'est donc trouvé encore plus affaibli que le BGWU. Le CIWU, par contre, a conservé le même nombre d'adhérents qu'avant octobre 1983 (environ 600), et a même créé de nouvelles sections.

Le second objectif de l'AIFLD est de s'emparer de la direction de tous les syndicats. Il a atteint ce but dans le Syndicat des travailleurs du technique et assimilés (TAWU), profitant de l'exil forcé de son président, Jim Wardally, et de l'emprisonnement de son vice-président, Chester Humphrey. C'est aujourd'hui le syndicat le plus important de l'île. Par contre, l'AIFLD a échoué dans le Syndicat des travailleurs du secteur public (PWU) et dans le Syndicat des enseignants de Grenade. L'AIFLD n'est pas non plus parvenu à s'emparer de la direction du TUC qui reste, dans l'ensemble centrée à gauche, et condamne les activités déloyales du SWWU. Cette année, An-

Local du Mouvement patriotique Maurice Bishop à Grenade. (DR)



selm Debourg, ancien membre du NJM et président du CIWU, a été élu premier vice-président du TUC. Son président est Basil Harford, du PWU. Lors de la manifestation du 1er mai dernier, qui a réuni 3 000 travailleurs, soit bien plus que l'année précédente, Basil Harford s'est fait remarquer par un discours combatif, dans lequel il a dénoncé la politique anti-ouvrière du patronat, le budget gouvernemental et la décision d'extrader Chester Humphrey. Après ce discours, il a d'ailleurs été déplacé du poste important qu'il occupait au ministère des Finances, et le gouvernement l'a empêché d'assister à la réunion annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT), prétextant une raison de service.

L'AIFLD, le gouvernement et les employeurs œuvrent de concert dans cette offensive antisyndicale. Ils essaient de reprendre ce qu'ils ont dû concéder sous le gouvernement de Maurice Bishop. Les licenciements arbitraires, les intimidations et les menaces sont monnaie courante. En dépit des lois instaurées sous le régime révolutionnaire, certains employeurs refusent carrément de reconnaître les syndicats. Le gouvernement adopte, lui, une attitude en apparence aussi amicale envers les syndicats qu'envers les patrons, mais il négocie en fait avec ces derniers et il leur conseille de ne rien céder aux syndicats les plus progressistes. Le gouvernement a aussi laissé entendre que les activités syndicales ne seraient pas admises dans les entreprises créées par les Nord-américains.

La politique du gouvernement est, de fait, entièrement dictée par les Etats-Unis. La décision d'extrader Chester Humphrey vers les USA, adoptée par la Cour de justice de Grenade en mars dernier, le montre clairement, surtout lorsque l'on sait que le vice-Premier ministre, Ben Jones, a transmis à deux importants fonctionnaires du ministère de la Justice 10 000 dollars provenant des USA, afin de faciliter l'extradition. En se débarrassant de Chester Humphrey, le gouvernement cherche ainsi à l'empêcher de mener la lutte au sein du

TAWU contre les hommes liés à l'AIFLD. Chester Humphrey a été arrêté tout d'abord dans les jours qui ont suivi l'invasion US de Grenade, pour « incitation au désordre ». Alors qu'aucune accusation précise n'est formulée à son encontre, Chester Humphrey reste néanmoins plusieurs mois en prison, sans même pouvoir obtenir d'entretien avec son avocat, qu'il ne verra qu'en avril 1984 seulement durant une dizaine de minutes. Pendant une longue période, il est maintenu dans l'isolement, pour être ensuite relâché le 14 mai 1984. Il fait alors l'objet d'une surveillance policière assidue, avant d'être à nouveau arrêté quelque temps plus tard. Les autorités grenadiennes expliquent alors que Chester Humphrey est arrêté par anticipation, en rapport avec « une demande d'extradition attendue d'une cour américaine pour l'extrader vers les Etats-Unis ». L'accusation de cette cour américaine — qui remonte à des événements d'avant 1979 qui sont présentés comme « une conspiration contre les USA » — peut valoir 25 ans de prison à l'accusé. Humphrey fait appel de cette décision et se met en grève de la faim le 2 septembre dernier. Il en est, à ce jour, à sa septième semaine de grève de la faim. Six cent personnes ont manifesté à Grenade, il y a quelques semaines, à l'appel de la Fondation patriotique Maurice Bishop, pour protester contre l'extradition de Chester Humphrey.

La solidarité internationale doit s'organiser autour de ce cas particulièrement symbolique de répression, tant le gouvernement grenadien apparaît comme un instrument des USA à cette occasion. Pour protester contre cette extradition, des lettres et des télégrammes de protestation peuvent être envoyés au Premier ministre Herbert Blaize, Services du Premier ministre, Saint-Georges, Grenade.

Nous publions ci-dessous une interview de Jim Wardally, parue dans l'organe du Comité suédois de solidarité avec Grenade, *Free Grenada*, numéro 9-10, de 1985, et la déclaration de Chester Humphrey lors du début de sa grève de la faim. ■

« FREE GRENADA » : — Tu as eu de nombreux contacts avec Chester Humphrey, pendant des années. Vous avez travaillé ensemble sur le plan politique avant la révolution et, durant la période révolutionnaire, tu étais le secrétaire de ton syndicat alors qu'il était vice-secrétaire. Peux-tu nous donner quelques éléments sur le passé de Chester ? Comment est-il venu à la politique ?

Jim WARDALLY : — Je connais Chester depuis qu'il est enfant. Il vient d'une famille ouvrière, sa mère est morte quand il n'avait que quelques années et c'est sa grand-mère qui l'a élevé. Il a reçu une éducation ordinaire au lycée de garçons de Grenade et, en 1977, il émigre aux USA pour étudier la biologie marine à l'université de Sainte-Marie.

Politiquement, Chester vient du mouvement Black Power, qui déferla sur la Caraïbe à la fin des années 1960 et au début des années 1970. C'était un mouvement qui, originellement, se donnait comme but la redécouverte et le renforcement de la culture africaine, mais qui, ensuite, a élargi ses perspectives pour englober la lutte politique en général.

A Grenade, ce mouvement s'est développé dans le parti le plus dynamique du pays, le New Jewel Movement, qui s'est concentré sur la lutte contre Gairy, sous la direction de Maurice Bishop, Union Whiteman et Kendrick Radix.

C'est Maurice Bishop lui-même, qui a recruté Chester Humphrey au NJM. Il était perçu comme un jeune homme plein de talents. Il étudiait tout, l'histoire, la sociologie, la littérature, les sciences natu-

relles aussi vite qu'il pouvait se procurer des livres. Par-dessus tout, il apparaissait comme un militant politique radical, prometteur, doté d'une forte détermination à œuvrer parmi le peuple. A Grenade, il fut docker de 1972 à 1975, et ses compétences politiques l'ont fait élire au bureau politique du NJM au milieu des années 1970. Il fut, bien évidemment, obligé de se retirer de cet organisme quand il quitta Grenade en 1977. (...)

En 1977, j'étais l'un des initiateurs de l'Association nationale grenadienne (GNA), qui coordonnait la lutte contre Gairy parmi les émigrants de Grenade aux Etats-Unis. Chester était l'un des dirigeants de la GNA, de fait l'un des plus importants de l'organisation, sinon le plus important. (...)

— Quel était le travail de Chester quand vous êtes revenus à Grenade ?

— Nous sommes revenus au pays en octobre 1979, et aussitôt, nous nous sommes engagés dans le travail politique. Chester est devenu ce que l'on pourrait appeler une sorte de médiateur au ministère de l'Agriculture. Son travail consistait à coordonner plusieurs programmes parmi les ouvriers agricoles et à s'assurer que les nouveaux droits et avantages découlant de la législation gouvernementale soient réellement appliqués dans les campagnes. Pour donner un exemple, il devait s'assurer que les travailleurs bénéficient vraiment des nouveaux programmes de santé. Ainsi, il était donc une sorte d'intermédiaire entre les travailleurs et le gouvernement.

Plus tard, il fut transféré au département de la Construction où, pour parler franchement, il avait le même travail qu'avant, celui de médiateur. C'est pendant cette période qu'il a été de plus en plus absorbé par le travail syndical direct et élu vice-secrétaire du TAWU.

— Peux-tu dire quelques mots sur l'apport de Chester comme dirigeant syndical ? Comment travaillait-il et comment était-il perçu par les membres qui l'avaient élu ?

— Chester appartenait à ce type de militants politiques dévoués, rares, qui sont toujours prêts à se battre pour défendre les droits des travailleurs. Comme tel, il avait un lien exceptionnel avec le syndicat et les travailleurs. Il a conquis le respect des travailleurs.

Jim Wardally. (DR)



DÉCLARATION DE CHESTER HUMPHREY DEPUIS SA PRISON

Aujourd'hui, 2 septembre 1985, j'ai décidé d'entamer une grève de la faim illimitée. On m'a ôté la liberté et on me garde enfermé à la prison de Richmond Hill, dans les conditions les plus répressives et inhumaines, et cela depuis dix-huit mois et demi sur les vingt-deux qu'a durera ma détention. J'ai d'abord été arrêté par les troupes américaines et détenu pendant six mois et demi sans aucune charge contre moi. J'ai été relâché pour deux mois, puis de nouveau arrêté sur l'ordre de l'administration Reagan.

L'action que j'entreprends est nécessaire afin d'attirer l'attention de l'opinion publique sur ce continuel emprisonnement politique injustifié dont je suis l'objet, et sur les attaques grandissantes contre la liberté et l'indépendance du mouvement ouvrier à Grenade, dont mon emprisonnement n'est qu'un exemple, ainsi que sur les conditions de vie qui vont s'empirant pour les ouvriers et les pauvres de l'île. ■

Chester HUMPHREY,
Prison de Richmond Hill,
Grenade, le 2 septembre 1985.

L'une des luttes les plus importantes de notre syndicat a été le processus de démocratisation qui s'est opéré en son sein. Nous avons œuvré tous les deux à renforcer la révolution au profit de la classe ouvrière, et les activités de Chester garantissaient que les travailleurs aient la voix prépondérante sur les décisions touchant à leur propre avenir dans la Grenade révolutionnaire. (...)

— Est-ce aussi la raison pour laquelle il est en prison aujourd'hui ?

— Les autorités d'occupation n'ont pas le moindre doute sur l'importance de Chester. Elles savent parfaitement qu'il n'est pas un « militant quelconque ». Et elles savent que le prestige dont il jouit parmi les membres du TAWU n'est pas seulement basé sur ses liens politiques avec le parti de Maurice Bishop — le NJM avant le coup d'octobre 1983 —, mais sur

tout sur la lutte concrète au jour le jour qu'il était capable de mener pour les droits des syndiqués. Elles savent que s'il était libre, il serait au premier rang pour défendre les droits et acquis de la classe ouvrière obtenus pendant la révolution.

C'est cela qui fait de lui un personnage dangereux. Tous ceux qui sont sortis les mains propres de l'affaire du 19 octobre 1983 et sont capables de mener une lutte sont dangereux. Ils sont poursuivis, contraints à l'exil ou arrêtés.

— Quel a été le rôle de Chester pendant la crise d'octobre 1983 ? Cela a-t-il un rapport avec son arrestation ?

— Les deux choses ne doivent pas être mélangées. Chester a commis une erreur politique avant le 19 octobre (en soutenant la fraction Coard dans le NJM, ndr.). Mais, indépendamment de la nature de cette erreur, il n'y a aucune raison

d'accepter les persécutions auxquelles il est soumis aujourd'hui (1).

Tout le monde sait aujourd'hui à Grenade que Chester soutenait Bernard Coard dans le débat qui a traversé le parti avant le coup d'octobre 1983, mais les gens font aussi sans difficulté la différence entre les positions politiques prises sur une question donnée et les actions concrètes qui ont été menées. Il n'y a aucune accusation contre Chester comme quoi il aurait été impliqué dans une action ou une décision menant au meurtre de Maurice Bishop. C'est là quelque chose que les travailleurs de Grenade ont compris, et c'est aussi là la raison de leur soutien total à Chester. C'est pour cela qu'ils s'opposent à toute tentative de l'extrader vers les USA. Le fait est que l'exigence de sa libération immédiate n'est pas seulement soutenue par les membres du TAWU, mais par la classe ouvrière en général.

Cette revendication est si fermement ancrée aujourd'hui parmi tant de groupes dans la société, que certains membres du régime fantoche eux-mêmes ont été obligés d'exprimer une désapprobation prudente du traitement infligé à Chester.

Le fait est qu'il a été arrêté parce qu'il faisait activement campagne pour le retrait des Américains de Grenade et non parce qu'il était impliqué dans le meurtre de Bishop ou des autres. « *Incitation au désordre* », ont-ils dit, quand il a été arrêté en novembre 1983, un mois après l'invasion et deux ou trois semaines après que la plupart de ceux qui étaient accusés de meurtre et de conspiration aient été emprisonnés. ■

Propos recueillis par *Free Grenada*,
Stockholm, 1985.

1. Voir *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983.

Meeting du Mouvement patriotique Maurice Bishop à Saint-Georges. (DR)



Une "démocratie" sous haute surveillance

Fraudes massives et corruption ont marqué le déroulement des élections du 7 juillet 1985

Le système électoral mexicain et les modalités de légalisation des organisations politiques sont très complexes. Ils répondent au souci du régime du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) d'afficher une apparence démocratique tout en maintenant dans des limites très strictes l'expression du pluralisme politique. Cette situation est le produit de la réforme politique impulsée par l'ex-président mexicain Lopez Portillo, en 1977-1978, sous la forme d'une réforme institutionnelle (Loi du 6 décembre 1977) et d'une réforme électorale (Loi sur les organisations politiques et les procédures électorales - LOPPE - du 30 décembre 1977). Ainsi étaient définies les conditions du système très particulier de la représentation proportionnelle et de la reconnaissance légale des partis politiques, suivant un schéma en deux temps, d'abord à titre conditionnel, puis de manière définitive. A ces dispositions s'en est rajoutée une autre, accordant un statut d'« association politique nationale » aux organisations ne regroupant pas les 65 000 adhérents requis pour la reconnaissance définitive en tant que parti politique, mais pouvant justifier au minimum l'existence de 5 000 adhérents. Une campagne de signatures de personnes se reconnaissant comme électeurs et partisans des différents partis et associations politiques était nécessaire pour valider leur représentativité suivant les critères définis par le régime. Trois partis furent tout d'abord reconnus à titre définitif, avant les élections législatives de 1979 : il s'agit du Parti d'Action nationale (PAN, droite réactionnaire), du Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM) et du Parti populaire socialiste (PPS). Trois autres partis obtinrent une reconnaissance à titre conditionnel, qui leur permit néanmoins de participer aux élections législatives de 1979 : il s'agit du Parti communiste mexicain (PCM), du Parti socialiste des travailleurs (PST) et du Parti démocratique mexicain (PDM).

Des modifications ont ensuite été apportées à la LOPPE, en 1980 et 1982. La plus importante d'entre elles a établi l'obtention automatique de la reconnaissance définitive pour tout parti recueillant au moins 1,5 % des voix à l'échelle nationale lors d'une consultation électorale, ainsi que la perte de la reconnaissance dans le cas contraire. La Chambre des députés est composée de 300 membres élus au scrutin majoritaire à un tour (uninominal) et de 100 membres élus au scrutin proportionnel (plurinominal). Les deux votes ont lieu séparément. Seuls les partis ne disposant pas de 60 élus au système du scrutin majoritaire peuvent participer à la distribution des sièges à la proportionnelle parmi les 100 qui sont réservés à cet effet. Avec ce système électoral, le PRI est assuré d'une forte majorité tout en maintenant l'apparence d'un pluralisme politique au niveau de la Chambre des députés. Il lui est aussi possible d'utiliser l'appareil d'Etat qu'il contrôle pour influencer sur les résultats en sa faveur dans le vote uninominal et pour manipuler la pondération des résultats des autres partis au scrutin plurinominal. Le PRI garde ainsi la haute main sur leur droit à la légalisation et sur leur représentation parlementaire.

Ainsi, lors des élections du mois de juillet dernier, le PRI, avec 64,8 % des suffrages exprimés, a remporté 292 des 300 sièges répartis au scrutin majoritaire, soit 7 de moins que dans l'Assemblée élue en 1982. Le PAN a aussi vu sa représentation diminuer entre les deux élections. Avec 16,2 % des suffrages exprimés en 1985, il passe de 1 à 6 élus obtenus par le vote majoritaire, mais voit le nombre de ses élus au scrutin proportionnel passer de 50 à 32, du fait de l'augmentation du nombre des autres partis en lice pour un nombre toujours identique de sièges à répartir.

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IV^e Internationale, fondé en 1976, n'était pas

Panneau électoral lors de la dernière campagne. (DR)



prévu au programme de cette réforme politique. C'est donc seulement après de longues batailles démocratiques qu'il est finalement parvenu à obtenir son droit à la légalisation. Cette lutte remonte à l'année 1977. En 1979, le PRT n'eut droit qu'au statut d'association politique, qui ne lui a pas permis de participer en tant que tel aux élections de 1979. En 1981, le PRT revint à la charge pour revendiquer l'ouverture d'une nouvelle série d'enregistrement de partis politiques à la veille des élections législatives et présidentielles de 1982. Après une première et ferme opposition des autorités, le PRT obtint néanmoins satisfaction en juin 1982 et put dès lors se lancer dans la bataille électorale, en avançant la candidature de Rosario Ibarra de Piedra (1). Malgré une fraude massive, qui empêcha notamment le PRT d'obtenir un groupe d'élus à la Chambre des députés, le gouvernement fut néanmoins contraint de reconnaître que la candidature du PRT à l'élection présidentielle avait obtenu plus du fameux 1,5 % des suffrages nécessaires pour

avoir droit à l'enregistrement définitif au titre de parti politique, mais il faudra encore attendre plusieurs mois pour que les autorités en conviennent définitivement. Cet attentisme permit d'empêcher le PRT de pouvoir présenter des candidatures dans certaines régions lors des consultations municipales. C'est finalement le 7 octobre 1982 que le PRT sera enregistré légalement en tant que parti politique à titre définitif.

Lors des récentes élections législatives de juillet 1985, les candidats du PRT ont recueilli 1,58 % des suffrages exprimés au scrutin plurinominal, obtenant ainsi six élus (dont deux femmes) à la Chambre des députés (2). Ce résultat officiel ne tient pas compte de l'ampleur de la fraude organisée par le PRI. Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans *La Batalla*, la revue du PRT, numéro 12 de septembre-octobre 1985, qui détaille les limites de la réforme politique du régime mexicain, son évolution dans la période récente et sa crise actuelle.

Edgardo SANCHEZ RAMIREZ

Le système électoral en vigueur, produit de la réforme politique des années 1977-1978, est arrivé à la limite de son développement. De nouvelles modifications devront y être apportées, à défaut de quoi il entrera définitivement en crise. C'est là le résultat du processus électoral fédéral de cette année. La réforme politique de Lopez Portillo visait à canaliser sur le terrain électoral, et par l'intermédiaire de l'amnistie de 1978, une opposition croissante au régime, qui profitait particulièrement à la gauche. On prétendait ainsi répondre à la détérioration de la forme de domination politique traditionnelle de la bourgeoisie au Mexique, ouverte avec le mouvement de 1968.

LA RÉFORME POLITIQUE EN CRISE

Le schéma politique initial comportait des partis politiques légalement enregistrés, et un statut différent pour ce qui était classé sous le terme d'associations politiques. Ces modalités ont dû être modifiées au moins en deux occasions. L'idéologie prédominante au sein du régime était d'éviter la multiplication des partis politiques. De cette façon, le processus de légalisation de partis s'équilibrait sur le plan politique semblait se clore avec l'enregistrement, en 1978, du Parti communiste mexicain, du Parti socialiste des travailleurs et du Parti démocratique mexicain. Mais, en 1981, le régime accorda un enregistrement conditionnel pour les élections de 1982 au Parti social démocrate (PSD) et au PRT.

Il était évident, ne serait-ce que par le simple fait que le PRT était de création récente, que ce dernier n'entraînait pas dans les calculs initiaux de la réforme politique conçue entre 1977 et 1978. Une première modification importante du schéma de la réforme politique intervenait avec l'enregistrement « définitif » du PRT sur la base des résultats des élections de 1982, même si on empêchait par ailleurs ce parti de disposer d'un groupe parlementaire à la Chambre des députés. La perspective suivant laquelle le PRT, comme d'autres organisations de gauche qui étaient enregistrées légalement en tant qu'associations politiques, se retrouverait dans l'orbite du PCM ne se réalisa donc pas.

En ratifiant, après les élections de 1985, à la fois l'enregistrement du PRT et du Parti mexicain des travailleurs (PMT, organisation que l'on peut assimiler à la gauche indépendante, ndlr.), dans le cadre d'une Chambre des députés considérée comme « la plus pluraliste » selon les propos d'un représentant du régime, le schéma de légalisation des partis politiques était de nouveau modifié. Alors que les forces de gauche les plus représentatives ont maintenant réussi à imposer leur reconnaissance légale, la logique la plus probable de la politique du régime sera d'empêcher l'accès à la légalité à de nouvelles formations politiques.

Mais, en définitive, le problème de l'enregistrement de nouveaux partis est en train de passer au second plan. L'éventail actuel du nombre des partis politiques semble devoir se stabiliser. Nous assistons plutôt une crise qui apparaît sous un autre angle. S'il y a en effet un plus grand nombre de partis qui participent aux élections, c'est toujours avec le même nombre de députés élus à la représentation proportionnelle. C'est là l'autre aspect de la réforme électorale qui arrive à son point limite, celui du système d'élection mixte à dominante majoritaire. Ce système implique l'élection de 300 députés au vote à la majorité relative et de 100 autres sur la base de la représentation proportionnelle. Seuls participent à la répartition proportionnelle les partis qui ont moins de 60 députés au vote à la majorité relative. Le PRI en est donc exclu. Ce système avait pour objectif de présenter une Chambre des députés prétendument pluraliste, puisque toutes les nuances de l'opposition étaient représentées dans ces 100 députés élus à la proportionnelle, mais sans que pour autant le contrôle majoritaire du Parlement n'échappe au PRI.

Or, ce système reflète chaque fois un peu moins le poids réel des partis politiques dans l'électorat. Deux faits l'attestent. Le premier, c'est que même si un parti augmente son nombre de voix, cela n'implique pas toujours qu'il obtiendra un plus grand nombre d'élus, puisque les sièges répartis à la proportionnelle restent bloqués à 100 personnes. Ainsi, le PAN, bien qu'il ait connu un développement électoral important dans les trois dernières années, dispose aujourd'hui de

moins de députés qu'en 1982. Cela est dû, d'une part, à l'augmentation du nombre des partis politiques en lice et, de l'autre, au fait que lors des élections de 1985 il y avait cinq circonscriptions plurinominales au lieu de quatre, comme en 1982. La bizarrerie du système électoral mixte interdit donc de reconnaître les droits démocratiques d'un parti sans en léser un autre.

En plus de toutes les restrictions de la loi et des avantages qu'elle offre au PRI, ce dernier bénéficie en dernière analyse d'une politique où c'est le gouvernement lui-même qui définit l'opposition qu'il veut et le poids parlementaire qu'il accepte qu'elle ait. Si la réforme politique a permis que certains courants politiques, notamment de gauche, puissent avoir une représentation parlementaire dans des limites déterminées par le régime, la politique électorale de l'actuel gouvernement veut maintenant, à l'intérieur de ces limites, pouvoir encore établir quelle est la place exacte que doit occuper chacun de ces partis. C'est tout cela qui introduit une limite au système électoral actuel.

LA MAGIE DES CHIFFRES

Du point de vue du gouvernement, il est difficile de trouver de quoi redynamiser ce schéma en crise. Il ne peut continuer à enregistrer d'autres partis, bien au contraire, il voudrait plutôt en éliminer quelques-uns. Il ne tolère pas au sein du Parlement l'accroissement du poids et de la représentation des formations d'opposition, dont l'influence grandit pourtant dans la réalité. Il lui sera désormais difficile de contrôler la volonté antidémocratique du PRI de « dessiner » sa propre opposition, ce qui ne manque pas de jeter le discrédit sur le régime. La seule carte que le gouvernement s'est gardé comme possibilité de palier à cette situation, c'est d'ouvrir le Sénat à l'opposition.

La gauche révolutionnaire, et particulièrement le PRT, doit se préoccuper de

1. Sur le bilan de la campagne électorale du PRT pour les élections présidentielles et législatives de 1982, cf. *Inprecor* numéro 134 du 11 octobre 1982.

2. Sur les résultats du PRT lors des élections de juillet dernier, cf. *Inprecor* numéro 202 du 9 septembre 1985.



Le PRT en congrès, en mars 1985. (DR)

participer à cette lutte pour les droits démocratiques. Celle-ci commence par la bataille pour avoir des représentants dans les bureaux de vote en nombre suffisant, non seulement afin d'éviter la fraude du PRI, mais de manière à pouvoir obtenir des éléments fiables pour évaluer notre audience et celle des autres partis. Tant que nous ne changerons pas cela, seul le gouvernement — et ceux qui sont chargés du processus électoral — sauront avec précision le contenu de cette information importante.

Nous pouvons tirer un certain nombre de conclusions politiques des résultats du vote du 7 juillet dernier. Tout d'abord, on constate une abstention importante, peut-être la plus grande depuis des années, au moins depuis 1961, dernière année où nous disposons des chiffres. On enregistre également une baisse du vote en faveur du PRI. Au-delà de la manipulation « officielle » des chiffres, le PRI est le parti dont le nombre de voix a le plus baissé. Ces deux éléments — abstention et baisse des voix du PRI — reflètent le mécontentement vis-à-vis de la politique du gouvernement, l'un d'une façon passive et l'autre dans l'appui électoral apporté aux autres partis. Le PAN n'a, quant à lui, pas pu maintenir le niveau de progression qu'il espérait après sa précédente réussite électorale. Il a consolidé et accru le nombre de ses suffrages dans certaines régions, notamment dans le Nord, mais il n'a pu le faire dans l'ensemble du pays et surtout pas dans le District fédéral de Mexico. Globalement, le vote pour le PAN a stagné ou même baissé, d'après les statistiques officielles. En revanche, le poids de la gauche s'est maintenu, si on le compare avec les élections de 1982. Nous faisons notam-

ment référence aux partis indépendants de la politique du gouvernement actuel, le Parti socialiste unifié mexicain (PSUM), le PMT et, bien sûr, le PRT (3). S'il est sûr que le PSUM a maintenu sa tendance à la baisse et que le PRT a vu se réduire ses voix dans le District fédéral, le poids de ce secteur de la gauche se maintient globalement, malgré l'augmentation de l'abstention.

La fraude et la manipulation du vote entreprises par le gouvernement avaient pour but les objectifs suivants : réduction de l'abstention, triomphe du PRI au scrutin uninominal avec une majorité absolue, réduction du poids du PAN, augmentation du poids des partis fantoches et baisse du poids de la gauche indépendante du gouvernement. Sur ce dernier point, il s'agissait presque de faire perdre au PSUM sa troisième place en voix et d'acculer le PMT et le PRT à la limite légale requise (1,5 %), comme forme de pression et de menace sur leur avenir, pour montrer ainsi à ce secteur oppositionnel comment le régime entendait le marginaliser dans la vie politique du pays.

Le chiffre des abstentionnistes a été d'emblée manipulé par le gouvernement, à la fois pour éviter une perte de légitimité du PRI et, ensuite, pour utiliser une partie de ces votes qui n'existent pas en vue de les attribuer aux partis qui l'intéressaient. Selon les calculs, non seulement du PRT mais aussi du PAN, du PSUM et du PMT, l'abstention était d'environ 60 % des inscrits lors des récentes élections de 1985. Selon les chiffres officiels qui remontent à 1961, l'année où le taux d'abstention a été le plus important fut celle de 1979, avec 50,67 %. Pourtant, les chiffres officiels prétendent le situer aujourd'hui

à 49,45 %, ce qui reflète une tentative de cacher la réalité. En rapport avec l'abstention comme en rapport avec les autres indices, nous ne prenons pas seulement comme référence 1982, mais aussi 1979, car il y avait en 1982 des élections présidentielles, et donc une plus forte participation électorale qu'aux législatives de 1979 et de 1985.

Concernant la baisse des votes pour le PRI, les chiffres officiels mêmes montrent qu'au niveau du scrutin uninominal, ce parti passe de 69,74 % des suffrages exprimés en 1979 à 69,27 % en 1982 et à 64,99 % en 1985. Même si pour le PRI, le vote plurinominal n'est pas important et qu'il utilise surtout ce scrutin pour gonfler les résultats de certains partis, les chiffres en ce domaine (66,56 % en 1979, 62,47 % en 1982 et 60,07 % en 1985) confirment aussi bien la baisse du PRI que la manipulation de ces votes en faveur d'autres partis, si l'on compare les résultats du PRI sur ce scrutin avec le vote uninominal en sa faveur (4).

3. Le PSUM est le produit de la fusion de l'ancien Parti communiste mexicain avec plusieurs groupes nationalistes et stalinien.

4. Le PRI est le seul parti qui enregistre un plus grand nombre de suffrages à l'élection au scrutin uninominal qu'à celle du scrutin plurinominal. Cette différence de 607 132 électeurs correspondrait, d'après le PRI, à des personnes ayant voté pour ce parti au scrutin majoritaire, et pour un autre parti sur les listes plurinominales, ce qui est peu crédible. Une autre explication de cette différence renvoie aux manipulations électorales du régime, qui ont permis de gonfler artificiellement le résultat du PRI au scrutin uninominal, scrutin grâce auquel le PRI a assuré sa majorité écrasante à la Chambre des députés.

Il est aussi intéressant de noter que même si le PAN se maintient comme principal parti d'opposition au PRI sur le terrain électoral et continue de canaliser un appui massif contre le gouvernement, la baisse des votes en faveur du PRI et l'augmentation du mécontentement populaire face à la politique du régime ne se sont pas traduites par une croissance électorale du PAN. La stratégie triomphaliste du PAN de se présenter comme « la nouvelle majorité » est donc tombée à l'eau. Nous ne faisons pas là référence au fait qu'étant donnée la fraude gouvernementale, les véritables résultats du PAN ne lui ont pas été reconnus, car même sans cette fraude, les résultats du PAN ne correspondraient pas aux espérances de ce parti. La baisse ou, dans le meilleur des cas, la stagnation des résultats du PAN, montre des différences régionales. Empiriquement, il semble clair que malgré tout, le PAN a pu se maintenir dans un bon nombre de districts des Etats de Chihuahua, Nuevo Leon et Coahuila. Ici, les chiffres officiels ne sont toutefois pas très fiables. Dans le seul cas de Chihuahua, les chiffres confirment la montée du PAN. Dans les autres Etats, au contraire, ils montrent une baisse ou un tassement de ses résultats. Même si dans plus d'un cas cela pourrait être crédible, les chiffres ne sont pas certains, car il s'agit précisément des Etats où la fraude a été la plus importante de la part du gouvernement. Toutefois, ce qui est intéressant, c'est de voir que dans le District fédéral de Mexico, où traditionnellement le PAN avait une importante base, il est indiscutable qu'il a connu une baisse de son influence électorale, et cela parce que dans cette région, le contrôle du vote par les partis politiques a été meilleur.

LES RÉSULTATS DE LA GAUCHE INDÉPENDANTE

Cette évolution prend plus de relief si on la compare avec celle de la gauche indépendante du gouvernement. Cette dernière, prise dans son ensemble, en incluant les résultats du PMT et en se rappelant l'importance de la fraude dont elle a été l'objet, ne voit pas globalement son poids électoral diminuer. Il est certain que l'on peut cependant noter une baisse relative des résultats de chaque parti. Mais, dans la situation actuelle de crise, de mécontentement face à la politique gouvernementale, qui peut aussi alimenter la démoralisation et l'apolitisme, comme le montre tendanciellement la montée de l'abstention, le fait que l'électorat de la gauche indépendante du gouvernement se soit globalement maintenu permet de tirer une conclusion plus optimiste. Nous sommes partis du fait qu'indépendamment des divergences réelles existant dans la situation actuelle, et vu le niveau de conscience actuel des masses, il était juste de regrouper le vote pour le PSUM, le PRT et le PMT dans une même catégorie, que nous appelons de façon générique la « gauche indépendante ». Les chiffres sont les suivants :



Manifestation contre l'austérité, en juin 1982 à Mexico. (DR)

Résultat du vote national uninominal en faveur des partis de gauche

	1982	%	1985	%
PSUM	905 058	4,37	578 081	3,24
PRT	264 153	1,27	224 572	1,25
PMT	—	—	274 306	1,53
TOTAL	1 169 211	—	1 076 959	—

Même si la simple somme des votes de la gauche indépendante n'implique pas en elle-même un changement qualitatif, il apparaît clairement ce que cela signifierait si cette gauche se présentait comme une alternative électorale unie. La différence de votes pour la gauche aux élections sur la base du scrutin plurinominal, entre les élections de 1982 et de 1985, est toutefois moindre que pour le scrutin uninominal.

Résultat du vote national plurinominal en faveur des partis de gauche

	1982	%	1985	%
PSUM	932 214	4,07	602 530	3,29
PRT	308 099	1,34	289 626	1,58
PMT	—	—	291 127	1,59
TOTAL	1 240 313	—	1 183 283	—

Mais cette différence est encore moindre dans le cas du District fédéral qui, comme nous l'avons déjà dit, reflète de façon plus fiable la réalité, du fait du contrôle sur le vote qu'y exercent les partis politiques d'opposition. Comme nous ne disposons pas de chiffres du vote plurinominal de 1982 pour le District fédéral, la comparaison ne porte que sur le vote uninominal.

Résultat du vote national uninominal en faveur des partis de gauche dans le District fédéral de Mexico

	1982	%	1985	%
PSUM	321 660	9,74	196 835	7,02
PRT	140 048	4,24	89 511	3,19
PMT	—	—	128 814	4,59
TOTAL	461 708	—	415 160	—

L'électorat qui vote pour la gauche s'est maintenu, malgré les variations dans le comportement de chaque parti et le fait qu'indubitablement l'émergence du PMT, comme ce fut le cas du PRT en 1982, a entraîné un nouvel afflux de voix pour la gauche et n'a pas simplement bénéficié d'un report des voix qui allaient auparavant au PSUM ou au PRT.

LES CHIFFRES DE LA FRAUDE

La manipulation du vote avait trois objectifs pour le gouvernement : présenter le PRI comme vainqueur absolu, en influant positivement sur son résultat et en réduisant le taux d'abstention ; freiner la montée du PAN en ne lui reconnaissant pas certains des districts qu'il avait gagnés ; déformer le poids de chaque parti en gonflant les résultats électoraux des partis fantoches et en présentant comme marginaux ceux de la gauche indépendante du gouvernement.

Pour les deux premiers objectifs, le mécanisme fut le même : grossir le vote pour le PRI, notamment dans les zones rurales, en volant des voix aux autres partis ou en truquant la marge des abstentions. Ces manœuvres introduisaient à elles seules une déformation des résultats finaux du vote uninominal. C'est le cas, par exemple, des résultats du PRT, auquel des suffrages ont été usurpés au moyen de vol d'urnes, de l'expulsion de représentants du PRT des bureaux de vote, etc. Le pourcentage du résultat du PRT a finalement été ramené au-dessous de 1,5 %. Mais comme c'est le vote plurinominal qui donne la majorité des députés aux partis autres que la formation gouvernementale, c'est dans ce vote que la déformation du poids électoral des partis autres que le PRI s'est faite de la façon la plus voyante et la plus grossière. Comme l'intérêt du PRI c'est surtout de gonfler à son avantage le vote uninominal, les résultats des autres partis dans ce scrutin ont été falsifiés par un véritable vol de leurs suffrages, comme cela s'est produit pour le PAN et aussi pour le PRT. La manipulation des résultats du vote plurinominal permet par

contre d'influer sur la représentation parlementaire des différents partis. Si donc les voix de certains partis, au scrutin plurinominal, sont artificiellement gonflées aux dépens d'autres, une simple comparaison avec les voix qu'ils ont obtenu au scrutin uninominal laisse apparaître la manipulation. C'est ce que montre cette comparaison, pour tous les partis, dans le vote national du 7 juillet.

Le PRT a été crédité de 65 000 voix supplémentaires dans le scrutin plurinominal par rapport au scrutin uninominal. Ce résultat est le produit du vol des voix du PRT au profit du PRI dans des endroits où il y a eu une campagne électorale extrêmement mouvementée. La fraude contre le PRT dans le vote uninominal a eu lieu de façon significative surtout dans les Etats de Sonora, Chihuahua, Nuevo Leon, Puebla et Guerrero. Les 65 000 voix de différence du PRT entre les deux votes peuvent facilement se trouver dans les cinq Etats mentionnés. Il suffit, pour le démontrer, de prendre en compte les faits détaillés ci-dessous.

Dans l'Etat de Sonora, il devint évident, au cours de la campagne électorale — surdéterminée par l'élection du gouverneur et par les élections locales —, que le PRT était devenu la troisième force dans le duel entre le PAN et le PRI. Ce fait s'est reflété dans les mobilisations du PRT pendant la campagne. Pourtant, les résultats officiels ont donné au PRT moins de voix dans tout l'Etat de Sonora que dans l'Etat de Tabasco, où le développement du parti est insignifiant. Les 2 000 voix attribuées au PRT ne représentent même pas le nombre de gens qui ont assisté aux meetings de clôture de la campagne électorale, à Ciudad Obregon ou à Hermosillo.

Dans le cas de l'Etat de Chihuahua, dans les districts de Ciudad Juarez et dans la capitale, il est resté un si grand nombre d'urnes qui n'ont pas été comptées que la victoire de la majorité a été consacrée avec un nombre de voix absolument minoritaire. Par exemple, dans le district 3 de Ciudad Juarez, on compta 1 656 voix pour le PAN, 919 pour le PRI et 25 pour le PRT, en troisième position. Le total des suffrages exprimés comptabilisés dans tout le district, s'élevait à 2 750 sur 78 521 personnes inscrites, soit seulement 3,38 % du total. Dans ce cas là, il ne s'agit pas d'une abstention vertigineuse, mais cela tient au fait que 10 urnes seulement sur plus de 100 ont été comptées, à cause des affrontements et des irrégularités de vote.

Dans l'Etat de Nuevo Leon plus encore que dans celui de Sonora, les irrégularités furent telles, avec l'expulsion de tous les représentants des partis des bureaux de vote, que les résultats furent refaits de façon si grossière qu'ils apparurent comme non crédibles. Il ne fut pas possible d'établir avec précision les votes de chaque parti.

En revanche, le PPS, le PARM et plus particulièrement le PST ne peuvent justifier les différences importantes de voix qu'ils ont enregistrées entre les deux scrutins (5). Ils obtiennent en effet res-



Le local du PRT à Mexico. (DR)

pectivement 89 525, 121 312 et 155 874 voix supplémentaires au scrutin plurinominal par rapport au scrutin uninominal. De la même façon que nous avons pu savoir dans quels Etats et surtout dans quels districts la fraude à notre encontre a eu lieu, il est également possible de connaître les endroits où le vote pour ces partis a été gonflé. Ainsi, 25 % des voix reconnues au PST dans la 2e circonscription sont le produit de l'augmentation artificielle des votes dans le seul Etat d'Hidalgo. Sur toute cette circonscription, on a reconnu au PST 137 106 voix, et ces votes falsifiés d'Hidalgo représentent 5,6 % du vote total du PST dans les élections plurinominales. De nouveau, dans le cas de l'Etat du Nuevo Leon, et notamment dans la 3e circonscription plurinomiale, la fraude scandaleuse a également eu comme bénéficiaires le PST et le PARM. Au niveau de l'Etat, ces différences atteignent des chif-

fres encore plus incroyables, si l'on prend en compte le fait que dans l'Etat de Nuevo Leon, il y eut simultanément des élections locales et des élections pour élire le gouverneur. Dans cette dernière élection,

5. A la différence du PRI, tous les autres partis en lice enregistrent un chiffre de votants supérieurs en ce qui concerne le vote plurinominal par rapport au vote uninominal. C'est là une différence qui s'explique dans la mesure où les électeurs de ces partis savaient bien qu'ils n'ont en général guère de chance d'obtenir de nombreux sièges par le biais du scrutin uninominal. Mais, dans certains cas, concernant surtout des partis qui font le jeu du PRI, cette différence est trop importante pour être crédible. Dans le cas du PARM, du PPS et du PST, cela semble plutôt relever du produit de la fraude en leur faveur mise en œuvre par le régime pour réduire l'impact électoral et la représentation parlementaire des forces de la gauche indépendante, dans le cadre de sa stratégie d'équilibre des contraires visant à s'assurer la mainmise sur la Chambre des députés.

le PST s'est adjugé 39 088 voix. De telle sorte que cela illustre l'absurde comportement prétendument « intelligent » d'électeurs du PRI qui sont sensés avoir voté pour le PST. En un même jour, dans le scrutin uninominal, 3 510 personnes ont voté pour le PST alors que dans le scrutin plurinominal 13 494 personnes ont décidé de l'appuyer, et pour finir, le candidat au poste de gouverneur présenté par le PST est appuyé par 39 088 personnes. Qui sont donc ces électeurs qui votent de façon si logique ?

LES PARTIS BOURGEOIS MIS A L'ÉPREUVE

Dans ces conditions, chaque parti a vu sa propre stratégie mise à l'épreuve. Pour le PRI et le gouvernement, comme nous l'avons souligné, cela les a amenés à une fraude telle qu'elle met en question le système électoral résultant de la réforme politique. Pour des raisons différentes, le PRI et le PAN ont utilisé la carte du risque de la violence. Pour le PRI, il s'agissait de montrer que, malgré toutes les rumeurs, il n'y a pas eu la violence généralisée que prédisait le PAN et que propagèrent certains milieux journalistiques aux États-Unis. En frustrant les correspondants étrangers quant à la possibilité d'explosions de violence dans le contexte de ces élections, le gouvernement a voulu en contrepartie présenter le processus électoral comme étant complètement propre.

Le PAN, en revanche, a utilisé l'argument de la possibilité de la violence comme chantage face au gouvernement. La vérité c'est que la possibilité qu'avait ce parti de créer un large mouvement national de protestation qui existait bel et bien, pour le moins dans tout le Nord, a en fait été utilisée comme une simple menace. Le potentiel d'un mouvement de cette envergure fut visible dans les mobilisations de Monterrey et dans le mécontentement apparu à Chihuahua ou à Sonora, et même dans certains endroits de Puebla ou de Michoacan, où il y eut des réactions plus ou moins spontanées de la base du PAN. La stratégie de la « nouvelle majorité » du PAN a été un fiasco. Elle a échoué parce que la direction du PAN — et plus précisément les secteurs bourgeois qui avaient impulsé ce projet — reculèrent au dernier moment. Ce furent d'abord les groupes bourgeois de Chihuahua et Sonora qui durent faire une profession de foi en faveur du PRI. Dans le cas de Chihuahua, la tête de liste, Eloy Vallina, a dû se définir comme PRI, après l'entrevue qu'il a eue avec le Président de la République, Miguel de la Madrid. Dans le cas de Sonora, la bourgeoisie fut contrainte de serrer les rangs autour de Felix Valdez, malgré la division au sein du PRI même qui avait été à l'origine de sa nomination. Mais cela n'a pas empêché beaucoup de membres du PRI de saboter par en-dessous la campagne du PRI ou d'appuyer celle du PAN.

Mais ce qui est sans doute le plus significatif de cette attitude, c'est celle du groupe de Monterrey, qui avait de la façon la plus belliqueuse et la plus ouverte appuyé le PAN dans la campagne pour le



Rosario Ibarra de Piedra, aujourd'hui députée du PRT. (DR)

siège de gouverneur du Nuevo Leon. Ayant impulsé un large mouvement de masse — avec des rassemblements d'opposition au gouvernement comme on n'en avait pas vus depuis des années à Monterrey —, ayant créé une structure parallèle, le Congrès démocratique, au dernier moment et sous la pression de la présence du Président de la République lui-même, le groupe de Monterrey a fini par avaliser l'intronisation du candidat du PRI. Il est évident que cette trahison de sa propre base par le groupe bourgeois de Monterrey n'est pas gratuite. Il s'agit d'un mouvement de protestation qui a été vendu par la bourgeoisie de la région des montagnes en échange de concessions encore plus importantes dans le domaine économique.

Cette transaction commerciale entre fractions de la bourgeoisie que le PAN a utilisée, place la direction politique formelle de ce parti dans une situation difficile. Selon des sources fiables, pour la première fois dans son histoire, et dans celle de n'importe quel parti à l'exception du PRI, le PAN a accredité ses représentants dans 90 % des bureaux de vote installés dans tout le pays. Si un parti avait les moyens de connaître précisément les chiffres de la fraude et de les démontrer, c'était donc bien le PAN. C'est cet important appareil qui a permis au PAN de découvrir le mécanisme par lequel les services du Registre national avaient falsifié les listes électorales en y introduisant des milliers de faux noms.

Et pourtant, tout cet appareil n'a même pas permis de conserver les votes du PAN. La direction de ce parti a préféré négocier avec le gouvernement. De cette manière, elle a maintenu le recours à la réclamation en annulation des élections comme une menace ou un chantage dont elle n'a fait usage que circonstanciellement et quand, d'une certaine façon, elle échappait à son contrôle, comme à Monterrey. Au moment de discuter devant la Commission électorale fédérale (CFE) des districts dans lesquels il y avait eu des irrégularités, le PAN a retiré la majorité

des cas qu'il avait soulevés. De cette façon, au lieu de mettre en évidence la fraude électorale, le PAN a préféré concéder quelques sièges de plus. Pourtant, ce parti n'atteint pas le nombre de sièges qu'il avait obtenu en 1982, ce qui montre que la négociation ne lui a finalement pas été totalement favorable. Mais le résultat du PAN est minime : 32 sièges à la représentation proportionnelle et 6 au scrutin majoritaire, contre 51 députés en tout en 1982.

Si ces circonstances n'ont pas été mises à profit dans la plupart des cas par la gauche, c'est à cause de son manque d'enracinement social et, sans aucun doute, de la division électorale. Pour certains commentateurs, y compris le PSUM, nous sommes face à un processus de glissement à droite de l'électorat mexicain. Cette idée présentée presque comme un processus objectif, vise entre autres à dédouaner la gauche de ses responsabilités, de ses erreurs et de son manque d'implantation. Il est pourtant faux d'identifier l'important vote pour le PAN contre la corruption du PRI comme un vote « droitier », comme il serait faux d'identifier les protestations massives contre la fraude et pour le respect de la démocratie comme des actions « droitières ». La classe ouvrière ne trouvant pas de canaux de protestation et de lutte adéquats dans le cadre syndical, beaucoup de travailleurs et leurs familles doivent le faire au travers des organisations de quartier ou même dans les élections, en votant pour le PAN.

Si beaucoup de gens ne trouvent que le PAN comme canal pour l'expression de leur mécontentement, c'est parce que la majorité d'entre eux ne ressentent pas la gauche comme une alternative viable aujourd'hui face au PRI. Quand le PRT a proposé l'initiative d'un front électoral de la gauche unie, il portait de la constatation qu'aucun parti de gauche ne pouvait à lui seul transformer en ce moment la situation. Seule une coalition de gauche pourrait réaliser cet objectif. Les autres partis de gauche ont opté pour des formes partielles d'unité, qui ne produiront pas de changement qualitatif dans la situation et qui n'ont eu pour effet que d'accroître les dissensions au sein de la gauche elle-même, alors que le plus important était d'assumer l'épreuve de force contre les partis bourgeois. Cette expérience s'est faite avec les résultats électoraux que nous connaissons. Il y a néanmoins une base sociale de la gauche qui se maintient. C'est de cette constatation qu'il faut tirer parti pour créer les conditions d'une action plus efficace des forces de la gauche.

Edgardo SANCHEZ RAMIREZ,
La Batalla, numéro 12,
Mexico, septembre-octobre 1985.



GRECE

Terrorisme ou terrorisme d'Etat?

Dans la troisième semaine du mois de septembre 1985, le ministre grec de l'Intérieur a annoncé à grand fracas à la télévision l'arrestation de trois personnes soupçonnées d'appartenir à un réseau terroriste. Pour le gouvernement, ces arrestations devaient conduire au démantèlement de tous les groupes « terroristes » qui agissent aujourd'hui en Grèce.

Or, il n'aura fallu que 48 heures pour que le scandale éclate au grand jour. Les services de police de la région d'Athènes n'avaient en fait arrêté qu'un vulgaire indicateur et agent provocateur des services secrets grecs (KYP), un nommé Krystalis, qui avouera son véritable rôle, ainsi que deux de ses anciens camarades de classe, Tsitsilianos et Behrakis, qui déclarèrent n'avoir aucun rapport avec l'accusation dont ils étaient l'objet et aucun autre rapport avec Krystalis que le fait d'avoir conservé des relations amicales avec lui.

Il faut préciser que Krystalis a eu une histoire assez mouvementée durant les dix dernières années, puisqu'il appartient à plusieurs organisations de gauche. Il avait même réussi, pendant un certain temps, à devenir secrétaire général de la jeunesse de l'EDA — parti de M. Glezos, héros de la résistance, qui s'est fait élire député sur les listes du PASOK — avant de se retrouver reporter de télévision. Pendant tout ce temps, il était en fait un mouchard travaillant pour le compte d'au moins cinq services de renseignement différents.

Pendant une semaine, la presse ne cessa pas de révéler les véritables dimensions de cette affaire : attentats à la bombe perpétrés par la police secrète, concurrence entre différents services secrets, surveillance de journalistes et de groupes de gauche par la police. En un mot, tout ce qui démontre d'une façon éclatante que le gouvernement, quoi qu'il en dise, n'arrive pas à contrôler ses propres services de renseignement et de police. L'affaire aura certainement des rebondissement, puisque le mouchard interpellé se déclare déjà prêt à effectuer des révélations illustrant la façon dont travaille la police.

Son coaccusé, Tsitsilianos, appartenait au comité de rédaction de la revue *Marxistiki Sispriossi* (Rassemblement marxiste), à laquelle participent entre autres des militants qui se déclarent sympathisants de la IVE Internationale. Ce militant est accusé d'« incitation à la violence », accusation qui serait étayée par la découverte, chez lui, d'une lettre

anonyme qui avait en fait été envoyée à la revue en réponse à des articles publiés sur la question du terrorisme individuel. Le comité de rédaction de *Marxistiki Sispriossi* ayant considéré cette lettre comme infantile et sans intérêt, avait refusé de la publier. Tsitsilianos est aussi accusé d'un attentat à la bombe qu'il aurait commis à Athènes à un moment où il se trouvait sur une île, loin de cette ville.

La troisième personne arrêtée, Behrakis, n'est accusée que de « participation à la création d'une bande », sur la simple base de la découverte chez lui de quatre cartouches de rechange de camping gaz.

Voilà donc le gouvernement du Mouvement socialiste pan-hellénique (PASOK), impliqué à son tour dans des histoires louches de provocation policière, dans lesquelles personne ne sait où finit le mensonge et où commence la vérité, ni au profit de qui et pour quelles raisons sont montées de telles opérations. Il n'est cependant pas étonnant que le PASOK soit aujourd'hui aussi profondément enfoncé dans ce genre de sale affaire, puisqu'il a fait siennes les institutions léguées par la droite. Il s'est rendu prisonnier de ces institutions et de l'appareil étatique de répression, à la manière du Parti socialiste français, c'est-à-dire sans scrupules ou hésitations.

Il est donc nécessaire et urgent de mettre en place une vaste campagne pour exiger la libération immédiate de Tsitsilianos et de Behrakis et, plus encore, de mener campagne pour la dissolution pure et simple des services secrets, qui absorbent des crédits très importants et qui n'ont d'autre raison d'être que la délation et la provocation contre le mouvement ouvrier. ■

EQUATEUR

Les options unitaires du MRT

Le Mouvement révolutionnaire des travailleurs (MRT), section équatorienne de la IVE Internationale, a tenu son congrès au mois de juin dernier. Celui-ci a défini la politique unitaire du MRT, expliquée dans un document publié dans l'organe du MRT, *Lucha Socialista*, numéro 40 du mois de juillet dernier. Dans cet article, le MRT précise « qu'étant donné le rapport des forces actuel au sein du camp populaire, il est nécessaire d'avancer vers l'unité des révolutionnaires, tout en approfondissant leur insertion au sein du mouvement populaire pour briser l'hégémonie réformiste et construire un projet politique alternatif ».

C'est à partir de cette analyse que le MRT demande son intégration au Front so-

cialiste (FS), un regroupement concurrent du Front élargi de gauche dirigé par le Parti communiste. Le MRT explique sa démarche de la façon suivante : « En faisant le bilan des courants et projets de la gauche aujourd'hui, nous considérons le Front socialiste comme l'espace où cette unité peut être possible, car il rassemble le Parti socialiste révolutionnaire équatorien (PSRE), qui représente un courant politique non réformiste ; le Parti socialiste équatorien (PSE), dont l'évolution récente montre une tendance au renforcement de positions dépassant le caractère conciliateur qu'avait ce parti à une étape de son développement ; le PEP, dont l'apport fondamental au sein du Front socialiste peut être l'élevation politique de la lutte de secteurs ouvriers importants. »

Pour toutes ces raisons, « le MRT, tout en conservant des différences sur certains points programmatiques et politiques avec ces forces, sollicitera son intégration au Front socialiste comme un acte pour renforcer l'unité des révolutionnaires dans le but de favoriser l'émergence des conditions pour une future construction du parti des travailleurs. Cette intégration ne signifie pas une sous-estimation de l'unité avec les autres révolutionnaires — groupes politiques ou secteurs indépendants —, qui pour l'instant ne sont pas partie prenante du Front socialiste ».

Tout en demandant son intégration au Front socialiste, le MRT entend maintenir sa structure organisationnelle, ce qui suppose la responsabilité et le droit d'exprimer une ligne politique propre, le maintien de la liberté de propagande et d'expression, le maintien de son affiliation à la IVE Internationale, etc. Ces décisions ne remplacent pas, pour le MRT, ni ne rendent caduque, la nécessité de rechercher l'unité de l'ensemble de la gauche pour affronter le gouvernement de droite de Febres Cordero. Bien au contraire, affirme *Lucha Socialista*, « nous devons rechercher cette unité avec les autres fronts et partis de gauche, en étant de plus conscients de l'existence de positions et de courants en leur sein, qui peuvent être gagnés à un projet révolutionnaire ».

Le MRT accompagnera sa demande d'intégration au Front socialiste de propositions pour améliorer les mécanismes actuels de son fonctionnement, afin qu'il soit effectivement un lieu de débat et de travail politique garantissant la participation de toutes ses composantes. Le MRT se propose donc d'agir pour que le Front socialiste « définisse les points centraux de convergence politique au niveau national ; lance des actions communes dans les fronts de masse au niveau national et provincial ; prenne une forme de fonctionnement qui suppose des réunions périodiques ordinaires des représentants des partis composant le Front, l'adoption

d'un règlement minimum qui comprenne, entre autres, les mécanismes d'adoption des résolutions, la forme de représentation publique, etc. ; la création des conditions de la participation d'autres forces dans le Front socialiste ; prépare une Convention nationale du Front socialiste pour accroître et populariser cette unité et démocratiser la vie interne du Front socialiste ».

GRANDE-BRETAGNE

Confirmation du glissement à droite du Parti travailliste

Le Parti travailliste a tenu son congrès annuel début octobre à Bournemouth. Ce congrès est intervenu six mois après la défaite de la grève historique des mineurs et sur fond d'une crise économique et sociale rampante, dont les récentes émeutes dans les faubourgs miséreux des grandes villes anglaises sont les dernières manifestations.

L'élément marquant du congrès fut l'offensive contre les opposants de gauche largement réussie par le leader du parti, Neil Kinnock, issu de la gauche modérée, qui opère un recentrage à droite entraînant de larges secteurs du parti. Kinnock a voulu se servir du congrès pour asseoir son autorité personnelle sur le parti et donner des gages à la bourgeoisie sur son aptitude à gouverner. Il s'agissait de montrer que les travaillistes représentent une option plus viable pour la bourgeoisie que l'Alliance (bloc entre le Parti libéral et le Parti social-démocrate) en tant que solution de rechange au gouvernement Thatcher de plus en plus discrédité aux yeux de l'opinion publique et dont la politique inflexible suscite des inquiétudes même dans les milieux d'affaires. Mais pour refaire du Parti travailliste un parti crédible pour la classe dirigeante après la croissance de la gauche en son sein ces dernières années, Kinnock doit battre la fraction de la gauche travailliste qui défend une orientation lutte de classe et rassembler le reste du parti autour de lui. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser ce congrès.

Sur un certain nombre de questions, la gauche a marqué des points. Contre l'avis du comité exécutif national (NEC), le congrès adopta une résolution qui stipulait qu'un gouvernement travailliste fasse une loi pour revoir le cas de tous les mineurs emprisonnés à la suite de la grève de 1984-1985, réintégrer tous les licenciés pour leurs actions durant cette grève et rembourser le Syndicat national des mineurs (NUM) pour tous les fonds confisqués par les décisions des tribunaux. A également été adoptée une résolution de soutien aux municipalités travaillistes, comme celles de Liverpool et de Lambeth, qui continuent la lutte contre les lois visant à limiter les pouvoirs des municipalités ainsi qu'à imposer des réductions des budgets des services sociaux et des licenciements du personnel municipal.

La gauche a remporté des victoires sur d'autres questions. Contre l'avis du NEC, des résolutions furent adoptées en défense des droits des gays et lesbiennes, contre le programme de construction des centrales nucléaires et également pour imposer aux députés la discipline du parti lors des votes au Parlement sur des questions telles que l'avortement, au lieu de les laisser suivre leur « conscience individuelle ». Dans le passé cette notion a souvent été invoquée, notamment par les nombreux députés travaillistes catholiques, pour voter contre les droits des femmes. Sur la question controversée du droit des Noirs à créer leur sections autonomes dans le parti, il y eut une augmentation significative du soutien à cette proposition par rapport à l'année dernière. Bien que minoritaire, la résolution en faveur de sections propres aux Noirs fut soutenue par des syndicats comme ceux des cheminots et des employés du secteur public, alors qu'en 1984 le NUM avait été le seul syndicat à l'avoir soutenue. La gauche a donc gagné sur plusieurs points, bien que les décisions du congrès ne soient pas contraignantes pour la direction du parti sauf en principe là où les résolutions sont adoptées à la majorité des deux tiers.

Mais en ce qui concerne l'orientation globale du parti, le congrès a marqué une victoire de taille pour Kinnock et un net tournant à droite. Le dirigeant travailliste s'est fait féliciter par la presse de droite pour son rôle dans le congrès. Il a clairement signalé que son intention n'est pas d'inverser la politique anti-ouvrière de Thatcher, mais de la prendre comme point de départ. Dans le débat sur la politique économique et sociale, il a fait comprendre que le Parti travailliste devait abandonner les objectifs de restaurer le plein emploi et de nationaliser à nouveau les secteurs qui ont été reprivatisés par les conservateurs. Il propose aussi de maintenir l'essentiel des lois anti-syndicales et de négocier un accord avec les syndicats sur la limitation des hausses salariales.

En ce sens, la politique de Kinnock ne diffère guère de celle de David Steele et David Owen, dirigeants de l'Alliance. La différence est que ces derniers veulent casser les liens entre le Parti travailliste et

le mouvement syndical, voire encourager une scission de droite dans le TUC (confédération syndicale unique en Grande-Bretagne).

La deuxième condition qui doit être remplie pour que la ligne de Kinnock s'avère viable est l'abandon de ceux qui ont fait les frais de la politique de Thatcher, à savoir les mineurs, les municipalités de gauche, les millions de chômeurs et la jeunesse noire en révolte. Car la bourgeoisie ne considérera jamais comme « apte à gouverner » un parti qui se place du côté des piquets de grève, des jeunes révoltés et des municipalités qui défient la loi. Ceci pose un certain problème pour ce qu'on appelle « la nouvelle gauche réaliste » qui inclut le courant autour du journal *Tribune* et des personnalités comme Ken Livingstone, dirigeant du conseil régional du Grand Londres et ancienne coqueluche de la « gauche dure ». Ces forces, qui sont en train d'évoluer rapidement vers la droite et qui soutiennent Kinnock au nom de l'unité, prétendent encore pouvoir combiner cette politique avec le soutien aux mineurs et aux municipalités en lutte. Pourtant, elles vont devoir choisir et ce qui reste de leur positions de gauche risque d'être abandonné.

Pour la « gauche dure », qui inclut notamment Arthur Scargill, président du NUM, Tony Benn et d'autres députés de gauche ainsi que de nombreux militants dans le Parti travailliste et les syndicats, le problème est autre. Ils ont défendu leurs positions au congrès face à l'offensive tous azimuts de Kinnock, en remportant les victoires susmentionnées. Aujourd'hui, ils se trouvent devant un défi majeur : soit ils seront capables d'unifier et de mobiliser les courants lutte de classe dans le parti pour affronter Kinnock sur toute la ligne dans une bataille qui sera forcément de longue haleine, soit ils seront de plus en plus marginalisés comme ils ont commencé à l'être au cours de ce congrès. Au delà des trajectoires possibles de tel ou tel individu, c'est de la capacité de cette gauche à présenter une stratégie politique alternative et à s'organiser pour combattre Kinnock, que dépendra l'évolution du Parti travailliste dans les années à venir.

INPREKOR POLONAIS NUMÉRO 20 EST PARU !

Au sommaire de ce numéro, vous trouverez :

— « Si tu ne fais pas la grève, tu ne manges pas et tu travailles plus ! »
Le régime de Jaruzelski augmente l'exploitation des travailleurs. Et un nouveau courant se forme, l'Opposition ouvrière, se prononçant pour la révolution antibureaucratique.

— Un aspect de l'histoire de Solidarité : le contrôle social du ravitaillement à Lodz, en 1981. Extrait du livre de Z. Kowalewski, *Rendez-nous nos usines !*

— Le 17 juin 1953 — genèse et déroulement de la grève insurrectionnelle en RDA.

— La division de l'Allemagne divise la classe ouvrière.

— Le tremblement de terre dévoile la nature du système mexicain, entretien avec un dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT).

Abonnement (6 numéros) : 75 FF (ou équivalent). Prix unitaire : 15 FF. Règlement à l'ordre de la PEC, avec mention « Pour *Inprekor polonais* ».

MIEDZYMARODOWA KOLESPONDENCJA PRASOWA

BEZ "SOLIDARNOSCI" NIE MA OALEBA NI WOLNOSCI

INPREKOR nr 20
JESIEŃ 1985

KTO NIE STRAJKUJE
TEN NIE JE
I DŁUŻEJ PRACUJE !

1953 - STRAJK POWSTAŃCY
W NIEMCZACH WSCHODNICH

Z historii "Solidarności"
SPOŁECZNA KONTROLA
NAD DYSTRYBUCJĄ

Meksyk
TRZESIENIE ZIEMI I SYSTEMU



Solidarité avec la lutte des travailleurs de Moraveco

DEPUIS le 1er août 1985, les travailleurs de l'entreprise péruvienne de métallurgie Moraveco sont en grève contre la militarisation de l'usine. Ils en appellent à la solidarité internationale des travailleurs. Leur appel ne doit pas rester sans réponse. ■

C'est l'année dernière que la banque de l'industrie et d'investissement, COFIDE, cédait à l'armée péruvienne l'une des unités de Moraveco, celle qui fabrique des armes et des moyens de transport militaires. La société nouvellement créée, l'Entreprise d'équipements et de transports militaires SA (Etramsa) entrait en fonction le 30 juillet dernier. Son premier acte fut d'obliger les 456 travailleurs de l'unité concernée à signer un nouveau contrat individuel de travail remettant en question les acquis garantis par les conventions et les accords collectifs.

Comme le souligne l'un des secrétaires du syndicat des travailleurs de la métallurgie, Wilfredo Sanchez, « avec le transfert de propriété de Moraveco, on essaye d'imposer aux travailleurs un régime de travail qui n'a rien à voir avec notre condition de civils ». C'est en fait la négation « des droits élémentaires que nous avons conquis durant les 23 ans d'existence de notre syndicat, et qui sont d'ailleurs garantis par l'actuelle Constitution bourgeoise de l'Etat ».

A cette attaque, les travailleurs de l'usine Moraveco, et leur syndicat qui est

affilié à la Fédération des travailleurs de l'industrie métallurgique du Pérou (FETIMP - CGTP), ont répliqué par la grève illimitée avec occupation de l'unité de production militarisée, et c'est l'armée-patron qui est intervenue pour déloger les grévistes, avec l'aide de la police.

Afin d'obliger les forces armées — et donc le nouveau gouvernement d'Alan Garcia — à négocier, les ouvriers ont alors décidé d'occuper une autre unité de l'entreprise qui, elle, appartient toujours à la COFIDE, et le 23 septembre dernier, ils ont entrepris une grève de la faim. Cette grève vient au mauvais moment pour le gouvernement d'Alan Garcia et pour l'image de marque libérale et populaire qu'il tente de donner par rapport à ses prédécesseurs.

Misant sur la lassitude et le découragement des travailleurs qui, bien évidemment, sont sans ressources, le président de la Chambre des députés, Luis Negreiros, a nommé une commission du Congrès dont l'objet véritable est de faire traîner les choses en longueur jusqu'à ce que les travailleurs de Moraveco cessent leur lutte. On peut mesurer l'efficacité de cette com-

mission quand on sait que le responsable de l'Etramsa, le général Sinécio Jarama Davila, ne s'est même pas donné la peine d'y participer. Par contre, ce qui est bien réel, c'est l'assaut donné par l'armée et la police à l'usine occupée de la COFIDE, le 26 septembre dernier, a grand renfort de grenades lacrymogènes, alors même que les ouvriers protestaient contre l'inefficacité de cette commission en bloquant les rues de Lima.

Les ouvriers de Moraveco maintiennent leur mobilisation, car ils n'entendent pas céder sur des revendications aussi fondamentales. Ils ont d'ailleurs réaffirmé, le 30 septembre, leur volonté de poursuivre leur grève de la faim jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction.

Dans l'appel à la solidarité qu'ils lancent aux syndicalistes et aux militants ouvriers du monde entier, ils affirment : « Nous sommes conscients que l'agression que nous fait subir la bourgeoisie est politique, et c'est avec cette même arme que nous lui répondrons jusqu'à la victoire de notre lutte. Mais notre grève avec occupation a besoin de l'appui international des travailleurs de la métallurgie, de l'automobile, etc., de telle sorte que nous puissions continuer ce combat tout en forgeant une plus grande conscience de classe parmi les travailleurs de notre pays, qui nous conduira un jour pas très lointain vers la révolution socialiste dans notre pays. »

Les télégrammes exigeant le respect des droits syndicaux et des accords collectifs des travailleurs de l'usine Moraveco doivent être envoyés à : Alan Garcia, Président de la République, Palais du Gouvernement, Lima, ainsi qu'au Ministère du Travail, Lima, Pérou. Toute contribution financière aux grévistes doit être adressée à : Enrique Heriz, Avenida Alfonso Ugarte 1228, 308 Lima 5 Pérou. ■

« INPRECOR »,
le 12 octobre 1985.

Manifestation de la CGTP le 1er mai 1980. (DR)

